

2020

Rapport financier semestriel

Semestre clos le 30 juin 2020

Sommaire

1. ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL	3
2. RAPPORT D'ACTIVITE SEMESTRIEL	4
3. COMPTES INTERIMAIRES CONSOLIDES CONDENSES DU GROUPE VALLOUREC AU 30 JUIN 2020	29
4. RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE	57

1

Attestation du responsable du rapport financier semestriel

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes consolidés condensés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société Vallourec et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées et qu'il décrit les principaux risques et les principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Boulogne-Billancourt, le 28 juillet 2020

Edouard Guinotte

Président du Directoire

2

Rapport d'activité semestriel

Environnement des marchés de Vallourec

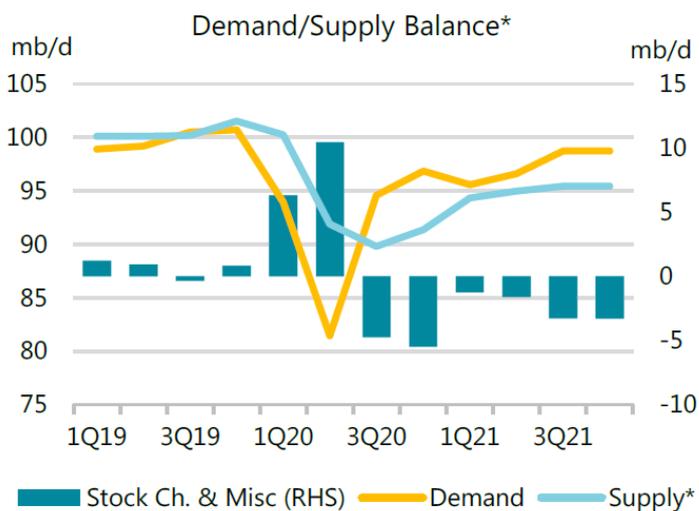
1. Pétrole et gaz

MARCHÉ PÉTROLE ET GAZ MONDIAL

L'équilibre de l'offre et de la demande de pétrole et gaz constitue le principal élément qui détermine le niveau d'investissements

Le graphique ci-dessous illustre l'évolution de l'équilibre de l'offre/demande de pétrole telle qu'estimée par l'IEA¹ dans son dernier rapport portant sur le marché du pétrole (exprimé en millions de barils par jour : mb/j).

Équilibre demande/offre de pétrole



* Assumes 100% compliance with OPEC+ deal

Source : Agence Internationale de l'Énergie, juin 2020.

Selon l'IEA, en 2020, la demande mondiale de pétrole devrait connaître une baisse record de 8,1 mb/j, la plus importante de l'histoire, dont la chute la plus prononcée a eu lieu au premier semestre (-11,4 mb/j) et plus particulièrement au cours du deuxième trimestre (-17,8 mb/j). Les mesures de confinement ont eu pour effet un quasi-arrêt des déplacements dans le monde. Cependant, dans son rapport sur le marché du pétrole publié en Juin, l'IEA a révisé à la hausse ses estimations mensuelles pour 2020 de 500,000 b/j pour atteindre 91,7 mb/j, en comparaison à son rapport de mai.

Pour 2021, l'IEA prévoit une reprise significative de la demande de pétrole, estimée à 5,7 mb/j, pour atteindre 97,4 mb/j; ces estimations resteraient néanmoins inférieures de 2,4 mb/j au niveau de 2019. Ceci s'explique notamment par la crise sans précédent qui touche le secteur du transport aérien, la demande de kérosène ne devrait pas retrouver avant 2022 son niveau de 2019.

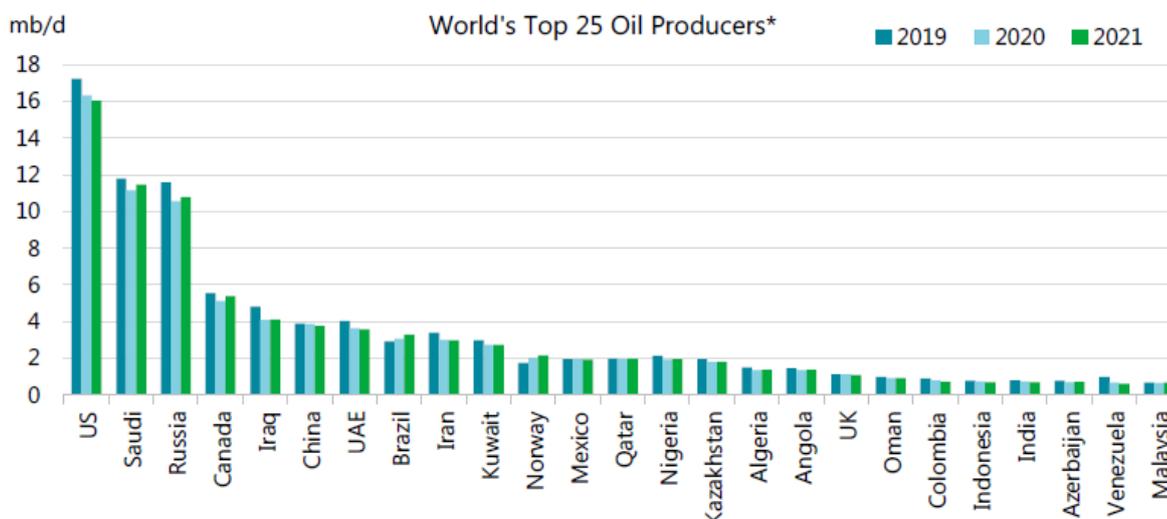
L'offre mondiale de pétrole a plongé de 11,8 mb/j en mai dernier à la suite de l'accord historique conclu par les membres de l'OPEP+. Cet accord stipule une baisse de la production de 9,7 mb/j (depuis un niveau prédéfini) au cours des mois de mai, juin et juillet. Selon l'IEA, les pays membres de l'OPEP+ ont réduit leur production de 9,4 mb/j en mai par rapport à avril, soit un taux de conformité de 89 %. L'Arabie Saoudite ainsi que la Russie ont atteint un taux proche de 100% tandis que les autres producteurs de la région du Golfe atteignaient un niveau

¹ IEA : Agence Internationale de l'Énergie

de conformité supérieur à 90 %. A partir d'août et jusqu'à la fin 2020, l'accord de l'OPEC+ stipule une baisse de production de 7,7 mb/j; puis à partir de janvier 2021 et jusqu'à avril 2022, une réduction de 5,8 mb/j. Les membres se sont également mis d'accord sur des mesures strictes pour s'assurer du respect par les pays producteurs des objectifs fixés. De ce fait, plusieurs pays (Irak, Nigéria, Angola et le Kazakhstan) dont la production dépasse les quotas fixés en mai devront observer des réductions supplémentaires au troisième trimestre 2020 pour compenser les excès de production.

D'autres pays réduisent leur production, les Etats-Unis et le Canada étant les principaux contributeurs à cette baisse. Le total de réduction de la production des pays non-membres de l'OPEP pourrait atteindre 5,2 mb/j au quatrième trimestre et 3,1 mb/j sur l'année 2020 par rapport à 2019 (à comparer à une hausse anticipée de 2,1 mb/j selon l'IEA dans son rapport de Décembre 2019). Par la suite, l'IEA prévoit une hausse modérée de la production des pays non-membres de l'OPEP, celle-ci pourrait atteindre 0,8 mb/j en 2021.

A la suite de la forte baisse de 7,2 mb/j en moyenne sur 2020, la production globale devrait afficher une modeste reprise de 1,8 mb/j en 2021, en prenant en compte les réductions de l'OPEP+, les gains d'efficacité de la Norvège, du Brésil et de la Guyane et en supposant que la Libye parvienne à accroître sa production.



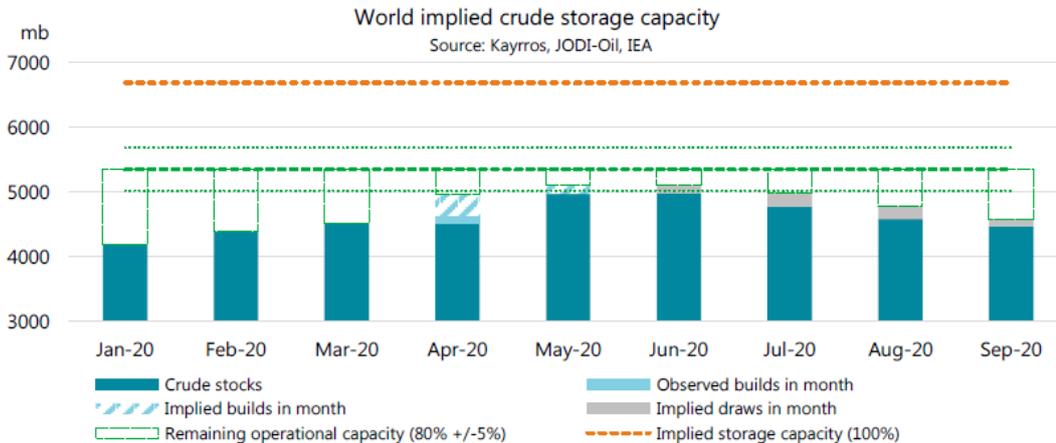
Source: IEA Oil Market Report – Juin 2020.

* Classés en fonction de la production en 2020. Considérant une conformité à 100 % des baisses de l'OPEP+ à partir de juin 2020.

Les stocks de pétrole en forte hausse du fait du sur-approvisionnement momentané

Le déséquilibre entre l'offre et la demande a eu pour conséquence une situation de sur-approvisionnement au premier semestre 2020, dans la mesure où la réponse coordonnée des membres de l'OPEP+ ainsi que la baisse de la production en Amérique du Nord n'étaient pas suffisantes pour pleinement absorber l'effondrement de la demande. Dans son rapport de juin², l'IEA estime que les capacités globales de stockage de pétrole en mai 2020 étaient de 5,1 millions de barils, ce qui représente un taux d'utilisation des capacités de 76 %. Les pressions pourraient s'estomper si les pays membres de l'OPEP+ ainsi que les non-membres de l'OPEP maintiennent les réductions de production et l'activité des raffineries reprend.

² L'IEA utilise plusieurs sources pour ces estimations : l'IEA Monthly Oil Data Service (MODS) pour les pays membres de l'OCDE, Kayrros qui analyse des images satellite des réservoirs de stockage et le JODI-Oil principalement pour les pays non-membres de l'OCDE.



Source: IEA Oil Market Report – Juin 2020.

La demande pour les tubes sans soudure dépend principalement du niveau d'investissements de la part des acteurs du marché Pétrole et gaz dans l'exploration et la production de champs pétroliers et gaziers

Le graphique ci-dessous présente les prévisions en termes d'investissements dans l'exploration et la production de pétrole par région.

Les estimations actualisées à juin 2020 d'IHS Markit montrent une baisse significative des investissements en exploration et production de 30 % en 2020 par rapport à 2019. L'Amérique du Nord est la région qui contribue le plus fortement à la réduction des investissements avec 83 milliards de dollars de dépenses anticipées en 2020, soit une baisse de 50 % par rapport à 2019. La réduction des dépenses d'investissement a été dans une large mesure lancée à la suite de l'impact de la Covid-19 qui a mené à un effondrement de la demande de pétrole. En effet, dans ses estimations de décembre 2019, IHS Markit prévoyait une baisse de seulement 8 % des dépenses d'investissement en Amérique du Nord pour 2020.

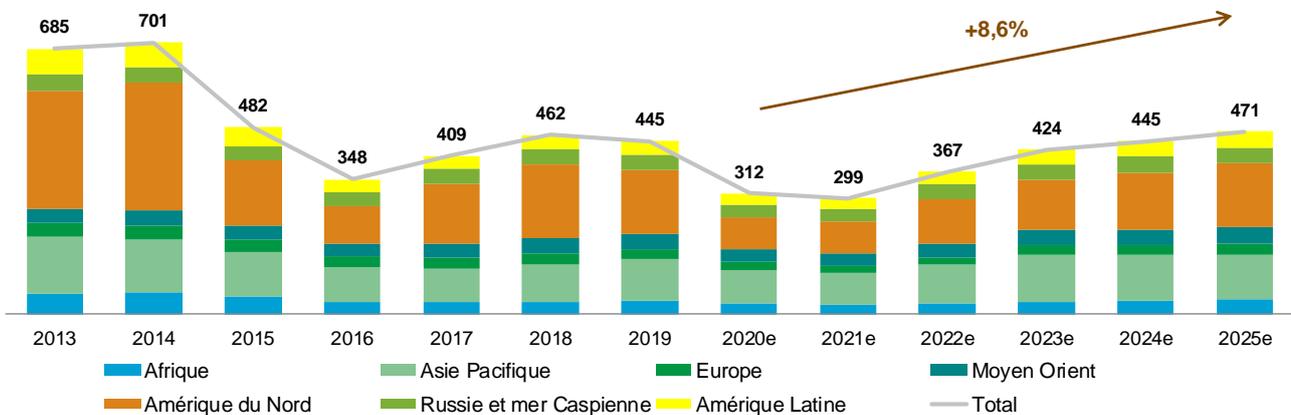
IHS Markit estime que les dépenses globales d'investissement continueront à décroître de 4 % en 2021, menant à une baisse globale sur 2019-2021 de 33 % à 299 milliards de dollars.

Atteignant un point bas en 2021, les dépenses d'exploration et d'investissement devraient graduellement croître à partir de 2022 selon IHS Markit ; le taux de croissance annuel moyen sur 2020-2025 est estimé à 8,6 % (471 milliards de dollars, plus élevé que le niveau de 2018 de 462 milliards de dollars).

Bien que l'Amérique du Nord soit le principal contributeur à la baisse des dépenses d'exploration et production sur la période 2020-2021, la région devrait être le moteur de la reprise à partir de 2022 avec un taux de croissance annuel moyen de 14,6 % sur la période 2020-2025.

Évolution des investissements d'exploration et de production par zone géographique

En milliards de dollars US



Source: IHS – Global Upstream Spending – Juin 2020.

En termes de répartition des dépenses globales d'exploration et production, IHS Markit prévoit que la crise d'offre et de demande actuelle bénéficiera principalement aux dépenses offshore.

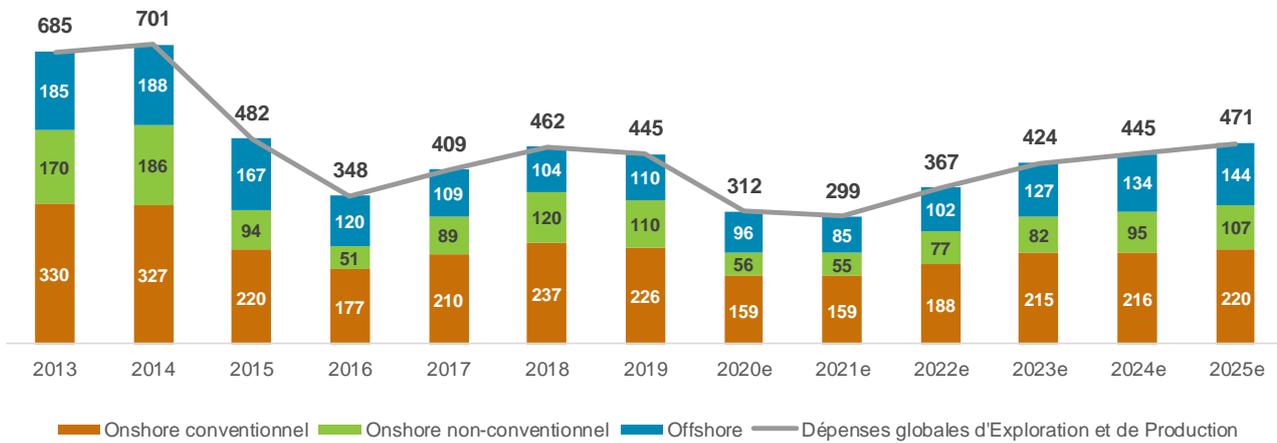
Comme l'illustre le graphique ci-dessous, la part de l'offshore qui représente 25 % des dépenses d'exploration et production en 2019, ce qui est équivalent aux dépenses onshore, devrait croître pour représenter ~30 % des dépenses d'investissement à partir de 2020.

Les dépenses d'investissement dans l'onshore non-conventionnel, principalement liées aux activités en Amérique du Nord, devraient décroître significativement en 2020 (- 49 % depuis le début de l'année) pour atteindre 56 milliards de dollars et représenteraient seulement 18 % des dépenses d'investissement globales. Par la suite, la reprise devrait être graduelle à partir de 2022, mais devraient rester à un niveau inférieur à celui de 2019, y compris en 2025e (107 milliards de dollars, ou 23 % des dépenses d'exploration et production globales).

Suite à une baisse de 29 % en 2020, les investissements d'exploration et de production dans l'onshore conventionnel devraient croître à partir de 2021, représentant environ la moitié des investissements au cours de la période 2020-2025.

Les dépenses globales d'exploration et de production tirées par les activités Offshore

En milliards de dollars US



Source: IHS – Global Upstream Spending – Juin 2020.

La déplétion est également un pilier essentiel de l'activité de forage et de la demande en produits pétrole et gaz

Au fil du temps, la production des puits de pétrole décline naturellement jusqu'à un point au-delà duquel il n'est plus rentable de les exploiter. C'est ce qu'on appelle le « taux de déclin ». À mesure que la production chute à cause de ce déclin, les clients du groupe Vallourec doivent développer de nouveaux projets d'exploration et production pour remplacer ces volumes pour continuer de répondre à la demande, stimulant ainsi la demande pour les solutions tubulaires Pétrole et gaz du Groupe.

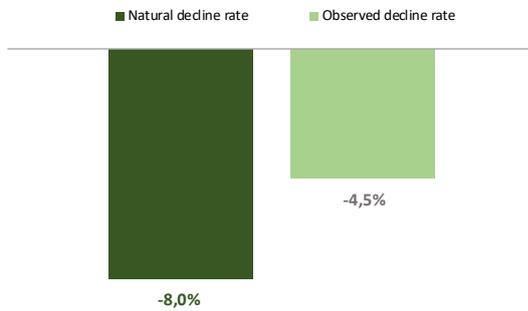
Le « taux de déclin observé » correspond au déclin annuel de la production si les seuls investissements réalisés visent à soutenir la production des gisements existants sans en exploiter de nouveaux. Dans son édition de 2019, World Energy Outlook, l'IEA prévoit que le taux de déclin observé se situera autour de 4,5 % par an.

Le « taux de déclin naturel » correspond à l'évolution de la production si aucun investissement n'est réalisé, que ce soit pour exploiter de nouveaux gisements ou pour soutenir la production de gisements existants. L'IEA estime dans son édition de 2019 que le taux de déclin naturel atteindra 8 % par an.

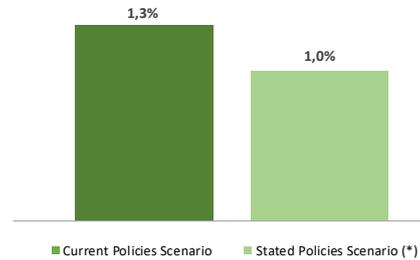
Les graphiques ci-dessous indiquent les taux de déclin annuel prévisionnels, ainsi que les taux de croissance annuels de la demande de pétrole jusqu'en 2025 (source agence IEA). Ce sont des indicateurs pertinents qui permettent de suivre comment l'offre, et donc les investissements en exploration et production, devraient évoluer pour (i) compenser la déplétion et (ii) être en mesure de satisfaire la demande croissante de Pétrole et gaz.

L'IEA ne réalise que des estimations annuelles du World Energy Outlook, de ce fait aucune actualisation n'a été publiée depuis 2019.

Taux de déclin de la production



Croissance annuelle de la demande de pétrole 2017-2025



Source : International Energy Agency, « World Energy Outlook » – Novembre 2019.

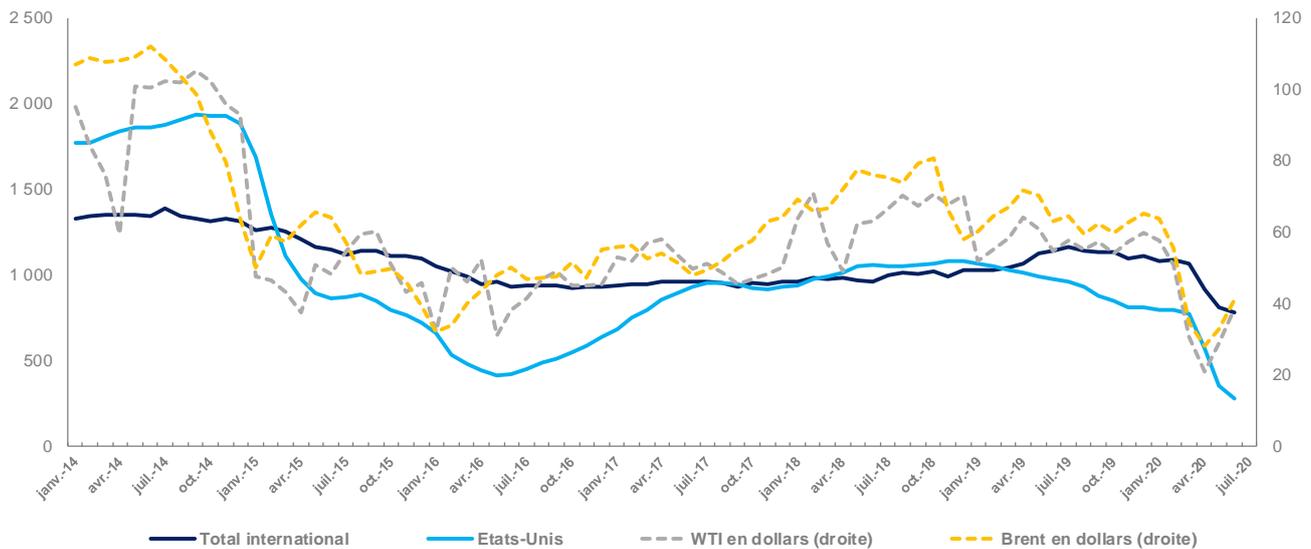
(*) « Stated policies scenario » ou « Scénario des politiques déclarées » prend en compte les ambitions politiques décrites par les États dans le secteur de l'énergie.

« Current Policies scenario » correspond au scénario des politiques actuelles.

Tendances de long terme de la demande de pétrole

Nombre de plateformes de forage

Prix du Brent et du WTI



Source: Baker Hughes and IR Nasdaq Juin, 2020

Comme l'illustre le graphique ci-dessus, au cours du premier semestre 2020 le prix moyen du WTI³ s'est établi à 38 dollars US/baril contre 57 dollars US/baril au premier semestre 2019, en baisse de 33 % par rapport à l'exercice précédent, reflétant à la fois l'incapacité momentanée des pays membres de l'OPEP+ à trouver un accord en mars 2020, ce qui a engendré une hausse de la production de pétrole de la part de l'Arabie Saoudite, et la crise économique provoquée par la pandémie de la Covid-19.

Suivant la même tendance, le prix moyen du Brent⁴ s'est établi à 42 dollars US/baril au cours du premier semestre 2020, contre 66 dollars US/baril au premier semestre 2019, soit une baisse de 36 % d'une année sur l'autre.

Le prix moyen du gaz⁵ au cours du premier semestre 2020 s'élevait à 1,82 dollar US/Mbtu, contre 2,67 dollars US/Mbtu au premier semestre 2019, soit une baisse de 26 %.

³ Prix du WTI : IR Nasdaq – données collectées en juin 2020.

⁴ Prix du Brent : IR Nasdaq – données collectées en juin 2020.

⁵ Prix du gaz (Henry Hub) : IR Nasdaq – données collectées en juin 2020.

Activité de forage aux Etats-Unis

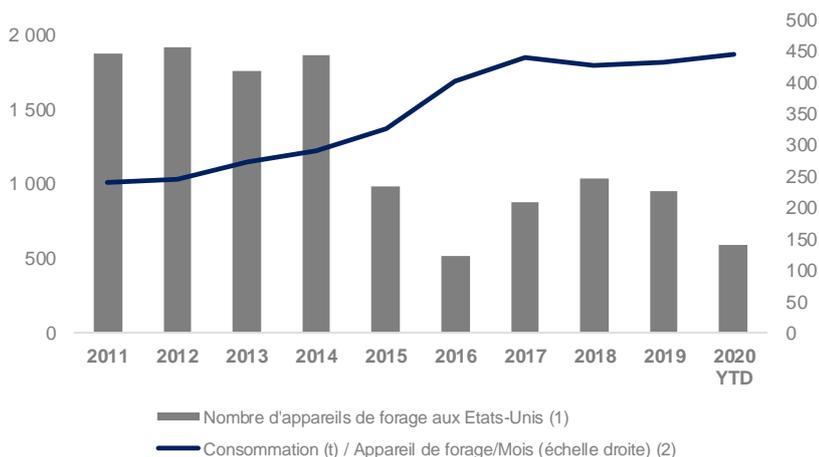
Aux Etats-Unis, le nombre moyen d'appareils de forage semble atteindre un point bas suite à la forte baisse constatée au cours des derniers mois. Depuis décembre 2019 (804 unités de forage), la baisse significative de la demande de pétrole liée à la pandémie de la Covid-19 a entraîné un effondrement des cours. En conséquence, de nombreux opérateurs nord-américains, anticipant une production non-rentable, ont commencé à réduire leurs activités de forage. En juin 2020, le nombre moyen d'appareils de forage s'élevait à 274 unités, en baisse de 66 % par rapport à la moyenne de décembre 2019 ; la baisse la plus importante étant entre mars (moyenne mensuelle de 772 unités de forage) et juin (moyenne mensuelle de 274 unités).

Le nombre de puits forés mais inachevés avait augmenté dans les sept régions à dominante pétrolière⁶ des États-Unis depuis fin 2017 (6 276) pour atteindre un pic en mai 2019 (8 544). Depuis, et en raison de la forte discipline en matière d'investissement, les opérateurs ont achevé des puits existants au détriment des nouveaux forages. Depuis décembre 2019, le nombre de puits forés mais inachevés diminue, il atteignait à fin juin un total de 7 659 unités, soit une baisse de 10 % par rapport au pic précédemment atteint.

Consommation d'OCTG

Malgré une baisse substantielle du nombre de plateformes de forage au cours du premier semestre 2020, le graphique ci-dessous indique une consommation d'OCTG aux États-Unis par appareil de forage qui reste à des niveaux plus élevés qu'en 2016.

La consommation par appareil de forage était restée stable au cours de la période 2017-2019 autour de 430 tonnes par appareil ; au premier semestre 2020 la consommation a augmenté légèrement atteignant une moyenne de 444 tonnes par appareil.



Sources:

(1) Baker Hughes (juillet 2020).

(2) Preston US OCTG consumption (juillet 2020).

Dans le Golfe du Mexique, le nombre de plateformes de forage actives a commencé à baisser depuis mi-mars 2020 pour s'élever à 11 unités⁷ à fin juin 2020, comparé à 22 unités à fin 2019 et 26 unités à fin juin 2019. Depuis mars 2020, toutes les plateformes de forage sont dédiées à l'exploitation de pétrole et plus aucune n'est active dans l'exploitation de gaz (contre une moyenne de 3 plateformes de gaz au premier semestre 2019 et une moyenne de 2 plateformes sur l'ensemble de l'année 2019).

Les projets de pétrole et gaz dans les régions EA-MEA

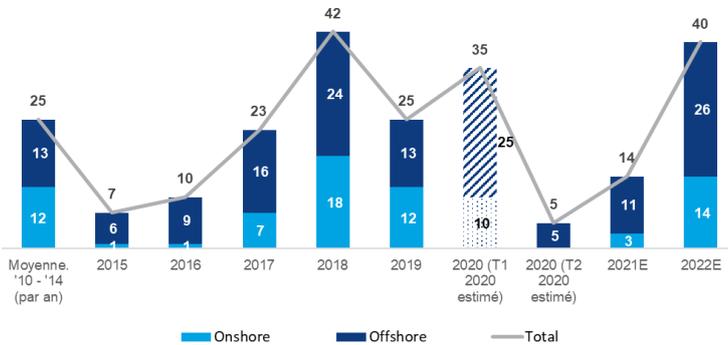
Après le creux de 2015, le nombre de projets approuvés⁸ dans les régions EA-MEA (Europe, Afrique, Moyen-Orient et Asie) a augmenté significativement (42 projets soumis à décision finale d'investissement en 2018). En 2019, 25 projets soumis à décision finale d'investissement ont été sanctionnés, soit un niveau comparable à la moyenne de la période 2010-2014, tel que publié par Wood Mackenzie.

⁶ Anadarko, Appalachia, Bakken, Eagle Ford, Haynesville, Niobrara et le Permian.

⁷ Baker Hughes, nombre d'appareils de forage rotatifs en Amérique du Nord, mars 2020

⁸ Projets d'envergure dont les réserves sont supérieures à 50 mbep.

Nombre de projets faisant l'objet de décision finale d'investissement et dont les réserves sont supérieures à 50 millions de barils/jour

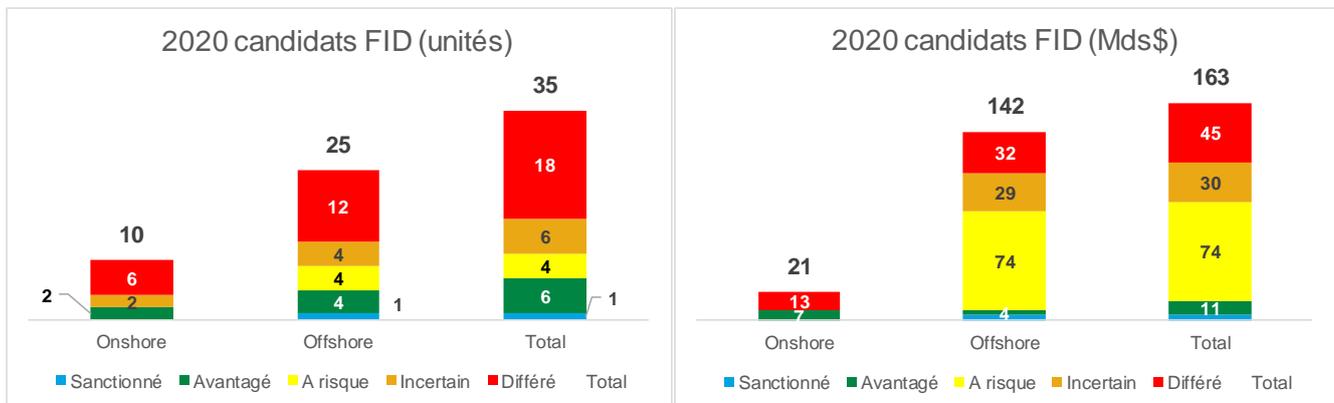


Source: Wood Mackenzie juin 2020 (dernières données disponibles).

Dans son actualisation de juin 2020, Wood Mackenzie exclue de son analyse les projets avec des classifications PRMS « Développement en attente » et « Développement non-clairifié ».

Dans son actualisation de Mars 2020, Wood Mackenzie estimait à 35 le nombre de FID qui seraient sanctionnés en 2020, dont 10 onshore et 25 offshore. Cependant, Wood Mackenzie mettait en exergue le fait que 18 de ces projets FID seraient potentiellement différés, tandis que 10 autres seraient incertains, tel qu'illustré dans le graphique ci-dessous.

Wood Mackenzie a révisé drastiquement à la baisse, dans son actualisation de juin 2019, le nombre de FID à sanctionner sur 2019. Désormais seulement cinq FID devraient être sanctionnés sur l'année, tous étant des projets offshore pour un total d'investissement de ~54 milliards de dollars, incluant notamment le projet de Gaz Naturel Liquéfié « Qatar New Megatrains » dont l'investissement global est estimé à 43 milliards de dollars.



Source: Wood Mackenzie juin 2020.

Projets Pétrole et Gaz au Brésil

Brésil : Le Pré-salifère est le principal moteur des investissements offshore, renforcé par la présence croissante des IOC

Les gisements offshore en eaux profondes (principalement pré-salifères) seront le moteur de la croissance de la production pétrolière brésilienne. Le marché Pétrole et Gaz brésilien dépend toujours principalement des programmes d'investissements industriels de Petrobras, bien que les compagnies pétrolières internationales renforcent leur présence dans le pays.

Petrobras a été l'un des principaux participants aux neuf appels d'offres lancés pour l'octroi de droits d'exploitation offshore organisés depuis 2017 : la compagnie a acquis plusieurs blocs en eaux profondes à haut potentiel (25 blocs offshore dont 10 champs pré-salifères), qui représentent environ 18 milliards de dollars US « primes de signature ». Par ailleurs, les compagnies pétrolières internationales ont acquis dans le cadre de ces appels d'offres 45 blocs offshore dont 6 dans les champs pré-salifères représentant 9 milliards de dollars US, confirmant leur grand intérêt pour le marché brésilien.

Petrobras a actualisé son programme d'investissements industriels 2020-2024 en décembre 2019 : la compagnie prévoyait un montant total d'investissements de 75,7 milliards de dollars dont 64 milliards de dollars (85 %) pour les activités d'Exploration et Production. Les zones pré-

salifères restent prioritaires avec 59 % des investissements en exploration et production (38 milliards de dollars). Par conséquent, la part de la production pré-salifère devrait augmenter pour passer de 63 %⁹ de la production totale de Petrobras en 2020 à 66 % en 2024.

En conséquence de la contraction de la demande de pétrole impactée par la pandémie de la Covid-19, Petrobras a annoncé en avril 2020 un Plan de Résilience, avec de nouvelles mesures comprenant une réduction de la production de pétrole, le report des dépenses ainsi que la réduction des coûts opérationnels. Le Groupe réduirait son programme d'investissements industriels de 29 % en 2020 (investissements en Exploration et Production de 27 %), passant ainsi de 12 milliards de dollars à 8,5 milliards de dollars. Étant donné que 60 % des investissements de Petrobras sont réalisés en devise locale (BRL), la baisse d'activité devrait être inférieure. Le Groupe indique qu'il continuera à développer ses activités en donnant la priorité à la production offshore.

Les investissements industriels de Petrobras au premier trimestre 2020 s'élevaient à 2,4 milliards de dollars (les investissements en Exploration et Production représentaient 2,1 milliards de dollars, soit 88 % du total), 6 % plus élevés que lors du premier trimestre 2019 et dans un bon rythme en comparaison avec les prévisions annuelles. Les investissements dans le développement de la production offshore pré-salifère a atteint 1 milliard de dollars. La production globale de pétrole était de 2 320 kbpj au premier trimestre 2020, supérieure à celle du T1 2019 de 17 %. L'offshore représentait 63 % de la production globale. Les effets négatifs de la récession n'ont pas substantiellement impacté les performances de production au premier trimestre 2020. A la suite de son Plan de Résilience, Petrobras a actualisé son point d'équilibre pour 2020, avec un flux de trésorerie libre à l'équilibre¹⁰ à 20 dollars US/baril et une trésorerie neutre à l'équilibre¹¹ à 24 dollars US/baril, ce qui démontre la capacité de Petrobras à gérer les crises et à préserver sa liquidité.

Les Compagnies Pétrolières Internationales (IOCs) ont également annoncé des mesures de réduction de coûts à court-terme mais maintiennent un niveau d'engagement élevé au Brésil.

- Equinor a suspendu temporairement sa production dans le champ post-salifère Peregrino mais poursuit son programme de développement concernant le projet post salifère de Bacalhau qui devrait débuter en 2021.
- Total a suspendu le développement du projet pre-salifère LapaSW ; cependant la campagne d'exploration du block post-salifère offshore CM-541 (acquis en octobre 2019) devrait débuter en 2021.
- Shell et Exxon adoptent des mesures de sécurité mais aucun report n'a été annoncé. Shell progresse positivement concernant la campagne d'exploration du champ pre-salifère Saturno et a finalisé le puits d'exploration du champ pre-salifère Gato do Mato. Exxon a confirmé ses programmes de forage d'exploration des bassins pre-salifère Titã, Campos Deepwater et SEAL Deepwater qui devraient débuter au T4 2020, T1 2021 et S1 2021 respectivement.

S'agissant du nombre de projets ayant fait l'objet d'une décision finale d'investissement, trois nouveaux projets en eaux profondes ont été sanctionnés en 2019, émanant de Petrobras dans les zones pré-salifères (projets Mero 2, Buzios 5 et Sepia). Dans son actualisation de juin 2020, Wood Mackenzie prévoit trois projets offshore (devant être opérés par Petrobras) feront l'objet d'une décision finale d'investissement pour un montant total d'investissements industriels de 5,9 milliards de dollars. Dans ses prévisions de Mars 2020, Wood Mackenzie anticipait six projets FID à sanctionner sur l'année pour des investissements industriels de 15,8 milliards de dollars, mais mettait en exergue le fait que seuls deux projets FID étaient susceptibles d'être sanctionnés.

Le choc de Pétrole et la pandémie du coronavirus ralentissent le rythme de croissance

Le nombre de puits offshore au Brésil devrait tout de même progresser en 2020 et 2021, selon les estimations de Vallourec¹².

Petrobras a terminé l'année 2019 avec un portefeuille de 15 plateformes de forage et devrait détenir un portefeuille de 20 appareils de forage fin 2020. Le Groupe a clôturé le premier semestre 2020 avec un total de 19 plateformes et 23 nouveaux puits ont été forés (contre 14 puits à la fin du second semestre 2019).

D'autre part, les Compagnies Pétrolières Internationales sont également actives dans la région : Equinor, Shell et Total opéraient cinq plateformes de forage fin 2019. En 2020, Equinor détient toujours le même portefeuille. Exxon est actuellement en processus d'appel d'offre pour une plateforme offshore qui devrait débuter d'ici fin 2020.

Vallourec est très bien positionné au Brésil. En Avril 2018, le Groupe a renforcé sa collaboration avec Petrobras en renouvelant son contrat à long terme pour l'approvisionnement de tubes et accessoires premium OCTG sans soudure, et comprenant des connexions utilisant des technologies de pointe et des services spécialisés. Ce contrat vient tout juste d'être étendu pour deux années additionnelles, jusqu'en 2023. Le Groupe a par ailleurs, déjà signé des contrats globaux pluriannuels (tubes et services) avec des compagnies pétrolières internationales.

⁹ Petrobras Investor Day, publié le 4 décembre 2019.

¹⁰ Moyenne des prix du Brent où les flux de trésorerie opérationnels couvrent les investissements industriels avec un taux de change de 5 BRL/USD.

¹¹ Moyenne des prix du Brent qui permet d'atteindre une trésorerie minimum de 5 milliards de dollars et une dette brute de 87 milliards de dollars, tout en tenant compte des obligations financières sur la période.

¹² Sur la base de données publiques et d'échanges collaboratifs avec les clients qui offre de la visibilité sur les programmes de forage.

ENVIRONNEMENT DE PRIX DES OCTG POUR LE MARCHÉ PÉTROLE ET GAZ

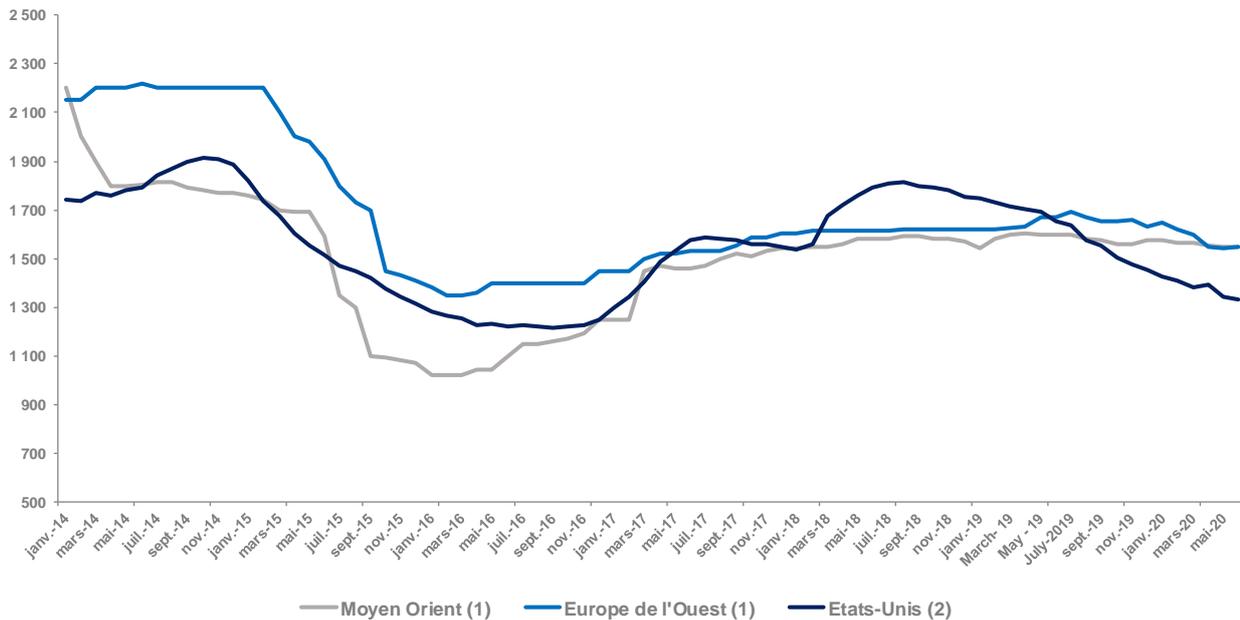
Le graphique ci-dessous illustre l'évolution des prix des OCTG pour le Moyen-Orient, les États-Unis et l'Europe de l'Ouest.

Les prix sont restés globalement stables pour les régions MEA autour de 1 550-1 600 dollars depuis juillet 2019.

Tandis que les prix OCTG en Europe de l'Ouest montraient une tendance haussière en 2019, jusqu'à atteindre un pic de 1 690 dollars à la fin juillet 2019, une baisse des prix est constatée depuis cette date. A fin juin 2020, les prix OCTG en Europe de l'Ouest atteignent 1 550 dollars (-8 % inférieur au niveau de juillet 2019).

A la suite du pic atteint en août 2018 (1 812 dollars), les prix OCTG aux États-Unis affichent une baisse continue jusqu'à atteindre 1 329 dollars à fin juin 2020 : ceci représente un déclin de 7 % depuis le début de l'année et de 20 % depuis juin 2019.

Dollar US/tonne



Sources:

(1) MBR (OCTG casing L80 premium connection) – Juin 2020.

(2) Pipe Logix (average Seamless pipes) – Juin 2020.

2. Industrie et autres marchés

La demande pour les applications industrielles dépend de l'environnement de secteurs tels que l'automobile, la construction ou l'industrie manufacturière. La croissance de ces secteurs est corrélée à de nombreux facteurs, dont notamment la croissance du PIB.

Les prévisions économiques mondiales sont impactées par la pandémie de la Covid-19 qui a commencé en Chine avant de rapidement se disséminer à travers l'Europe, les États-Unis et l'Amérique du Sud depuis février 2020. Du point de vue de l'offre, l'économie globale a été paralysée avec de nombreuses fermetures d'usines et des perturbations de réseaux logistiques. Les mesures de confinement adoptées par de nombreux pays ont également affecté la demande globale qui s'est érodée notamment au deuxième trimestre 2020. En conséquence, les institutions économiques internationales prévoient que les PIB européen, nord-américain et plus généralement mondial seront fortement impactés en 2020 avant une reprise espérée en 2021.

EUROPE

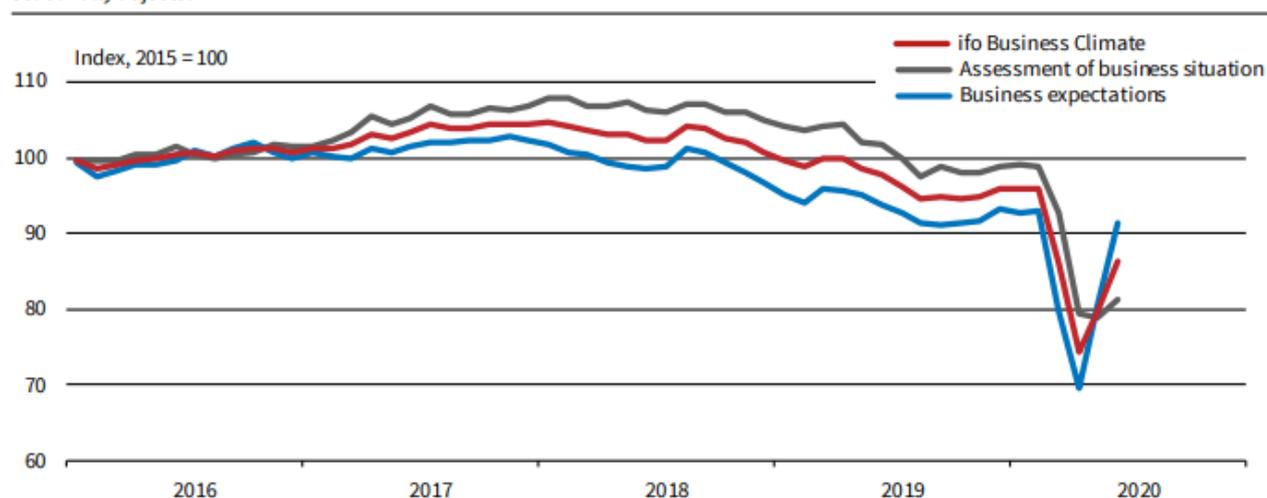
La forte dégradation de l'indice du climat des affaires ifo depuis mars 2020 reflète l'impact de la Covid-19 sur l'économie allemande. L'indice du climat des affaires ifo est passé de 95,9 points en février à 74,3 points en avril, soit la plus forte baisse et le niveau le plus bas jamais atteint. Les entreprises sont pessimistes quant à la situation actuelle des affaires ainsi que par rapport aux perspectives à court terme.

Concernant le secteur de la production industrielle, l'indice s'est dégradé pour atteindre son niveau le plus bas depuis mars 2009 en lien avec l'effondrement de la demande de produits industriels ; la baisse a impacté toutes les branches de l'industrie et de nombreuses entreprises ont annoncé des mesures de réduction de leur production.

Concernant l'activité des services, l'indice du climat des affaires montre la plus forte baisse depuis le suivi de ces données en 2005.

A la suite des points bas atteints au cours des précédents mois, l'indice ifo du climat des affaires s'est repris significativement passant de 79,7 points en mai à 86,2 en juin, ce qui est considéré comme la plus forte progression jamais enregistrée selon l'institut ifo. La perception de la situation actuelle mais également celle anticipée sont en amélioration de la part des entreprises.

ifo Business Climate Germany^a Seasonally adjusted



Source : ifo Institute, juin 2020

BRÉSIL

Au Brésil, la croissance du PIB pour 2019 était de + 1,1 %. L'agriculture et les services ont été les principaux moteurs de la croissance, tandis que l'industrie manufacturière et la construction civile sont restées relativement stables. Le secteur automobile a été affecté par la crise en Argentine, compensée en partie par la croissance de la demande domestique de poids lourds.

Pour 2019, les prévisions de PIB ont été sévèrement révisées à la baisse à - 6,5 %¹³ (contre - 3,34 % initialement annoncé par la Banque Centrale brésilienne en avril 2020), reflétant le nouveau scénario tenant compte de l'impact de la pandémie de la Covid-19 sur l'économie. Les activités industrielles devraient être négativement impactées et en particulier le secteur automobile. Les secteurs de la construction et minier devraient également être affectés bien que dans une moindre mesure. Enfin, le secteur agricole est toujours résilient et devrait continuer de jouer un rôle important dans l'économie brésilienne.

¹³ Banque Centrale brésilienne / Focus report, 6 juillet 2020.

3. Énergie électrique

La demande de tubes sans soudure pour le marché de l'Énergie électrique dépend de la construction et de la maintenance des centrales électriques conventionnelles ou nucléaires.

ÉNERGIE CONVENTIONNELLE

Le marché des centrales conventionnelles au charbon est en déclin au niveau mondial.

Compte tenu de ce déclin, le Groupe Vallourec avait annoncé, en février 2020, le lancement d'un plan de cession de cette activité. Le Groupe a décidé de fermer l'usine de Reisholz (Allemagne), spécialisée dans les tubes destinés aux centrales électriques conventionnelles. Cette fermeture aura lieu au second semestre 2020.

ÉNERGIE NUCLÉAIRE

De manière générale, les difficultés de financement, les problématiques liées à la hausse du niveau de sûreté des installations ainsi que les réticences politiques de certains pays ralentissent le développement du nucléaire.

La Chine, qui vise 58 GW de capacités nucléaires installées à horizon 2020 (32 GW en 2017), et 150 GW d'ici 2030, est le marché le plus important pour le « new build ».

En Europe, le marché repose principalement sur l'entretien, les tubes fournis servant à prolonger la durée de vie des réacteurs existants. En France, un grand programme de modernisation est en cours en vue de rénover le parc nucléaire français (Programme Grand Carénage piloté par EDF).

En ce qui concerne la construction de nouvelles centrales, le Royaume-Uni a lancé un programme visant une capacité additionnelle du parc nucléaire en exploitation à hauteur de 16 GW d'ici à 2030.

4. Renouvelables et transition énergétique

Dans le sillage de la COP21 et de l'Accord de Paris, on observe une volonté forte de la part des pouvoirs publics ainsi que du secteur privé pour développer les énergies renouvelables et ouvrir la voie à la transition énergétique vers un mode de vie décarboné et durable. Vallourec participe à plusieurs projets d'innovation afin de saisir de nouvelles opportunités liées à la transition énergétique, dans les domaines de la géothermie, l'éolien ou encore l'hydrogène.

Alors que le passage à énergie zéro-carbone est susceptible, à court terme, d'être ralenti en raison du changement de priorités des opérateurs traditionnels du secteur de l'énergie qui privilégieront, à cause des impacts de la covid-19, la sécurité de leurs employés, la réduction des coûts et les sources immédiates de profit par rapport aux initiatives environnementales et de responsabilité sociale, à long terme les compagnies pétrolières européennes s'engagent dans la voie d'une réduction de leurs émissions et d'une diversification de leurs activités dans l'énergie renouvelable. En outre, de nombreuses compagnies pétrolières pourraient intensifier leur transition énergétique et leurs efforts de diversification sur le long terme, et considérer les opportunités dans le renouvelable comme une stratégie efficace de défense contre de futures crises pétrolières.

Vallourec participe à plusieurs projets d'innovation afin de saisir de nouvelles opportunités liées à la transition énergétique. La demande de solutions tubulaires pourrait être enrichie par :

- La géothermie destinée à la production électrique. Elle représente actuellement environ 1 % du total des capacités installées de production d'énergie renouvelable et est concentrée principalement dans les points chauds volcaniques (ouest des États-Unis, Indonésie, Afrique orientale...). Les capacités devraient augmenter de 5 % par an jusqu'en 2040 ;
- L'éolien représente presque la moitié des capacités installées de production d'énergie renouvelable et a affiché des taux de croissance régulière de l'ordre de 10 % par an ces dernières années. À l'intérieur de ce segment, l'éolien en mer reste relativement limité, présent essentiellement en mer du Nord, mais devrait continuer à connaître une forte croissance au cours des décennies à venir ;
- Captage, utilisation et stockage du carbone (CCUS) : la technologie de captage, utilisation et stockage du carbone (CCUS) est encore émergente et doit franchir les phases de démonstration avant d'atteindre le stade du développement commercial. Les objectifs d'émissions nécessiteraient le captage, le stockage ou la réutilisation d'environ 850 millions de tonnes de dioxyde de carbone par an d'ici à 2030, selon l'AIE. La récente hausse des prix du carbone dans l'UE, le lancement d'un marché du carbone en Chine en 2017, et la réforme du crédit d'impôt 45Q aux États-Unis (qui accorde un crédit d'impôt de 50 dollars US pour chaque tonne de CO2 captée et stockée) témoignent de l'ouverture de nouvelles perspectives ;
- La production d'hydrogène « bleu » (lié au captage du carbone) et « vert » (produit par électrolyse) pourrait représenter une solution compétitive présentant des opportunités intéressantes. Le développement d'applications de l'hydrogène serait facilité par les réductions des coûts d'électrolyse liées aux économies d'échelle, ainsi que par le soutien des autorités publiques pour faciliter le déploiement des infrastructures nécessaires (postes de ravitaillement, produits à base d'hydrogène).

5. Matières premières

FERRAILLE

Le prix des matières premières telles que la ferraille a un impact sur les résultats de Vallourec, notamment aux États-Unis et au Brésil. Équipée d'un four électrique, l'aciérie américaine du Groupe Vallourec utilise de la ferraille. Aux États-Unis, les prix de la ferraille au premier semestre 2020¹⁴ ont été en moyenne de 272 dollars US/tonne, contre 322 dollars US/tonne au premier semestre 2019, soit une baisse de 16 %. Les prix de la ferraille étaient élevés en début d'année (305 dollars US/tonne), continuant sur le trend haussier ayant débuté en octobre 2019. Cependant, la crise liée à la pandémie a entraîné une baisse importante des prix de la ferraille en avril 2020 (235 dollars US/tonne, ou -18% par rapport à mars 2020).

Au Brésil, l'aciérie de Belo Horizonte qui disposait d'un haut-fourneau a été fermée en juillet 2018. Vallourec conserve une aciérie située à Jeceaba et qui bénéficie d'installations récentes, combinant un four électrique utilisant de la ferraille et un haut-fourneau alimenté en minerai de fer extrait de sa propre mine située dans l'État de Minas Gerais. La mine revend la partie restante de sa production au marché local.

MINERAI DE FER

Durant le premier semestre 2020, le prix international moyen du minerai de fer¹⁵ s'est établi à 91 dollars US/tonne, un niveau comparable au premier semestre 2019 (91 dollars US/tonne) et légèrement inférieur au prix international moyen du minerai de fer pour l'année 2019 (93 dollars/tonne). A la suite de la baisse observée en avril 2020 (84 dollars/tonne) liée à la pandémie, le prix international moyen du minerai de fer est remonté jusqu'à 103 dollars/tonne en juin 2020, un niveau non atteint depuis juillet 2019.

6. Devises

Le Groupe Vallourec demeure sensible à la volatilité des devises étrangères (essentiellement le réal brésilien et le dollar US) contre l'euro.

L'effet conversion représente l'écart de valorisation des états financiers des sociétés dont la devise fonctionnelle n'est pas l'euro dans les comptes consolidés du Groupe. Pour les filiales générant des profits, cet effet est positif quand la devise s'apprécie vis-à-vis de l'euro et négatif quand la devise se déprécie vis-à-vis de l'euro.

L'effet transaction représente un gain ou une perte de chiffre d'affaires (ou de coûts) quand des contrats sont facturés dans une devise autre que la devise fonctionnelle de l'entité. L'effet transaction est exprimé dans la devise fonctionnelle de l'entité. Il est positif quand la devise fonctionnelle se déprécie et négatif lorsqu'elle s'apprécie, avec un délai lié aux couvertures déjà mises en place.

Faits marquants du premier semestre 2020

Février

- Dans sa séance du 18 février 2020, le Conseil de Surveillance, conformément au plan de succession annoncé le 17 septembre 2019, a nommé Edouard Guinotte en qualité de membre et Président du Directoire pour une durée de quatre ans à compter du 15 mars 2020. Olivier Mallet est reconduit en qualité de membre du Directoire et Directeur Financier du Groupe et exercera son mandat jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire de 2023.
- Le 19 février 2020, Vallourec a annoncé poursuivre l'amélioration de sa compétitivité en lançant un nouveau programme, Accélération, visant des économies brutes supplémentaires de 200 millions d'euros sur la période 2021-2022, au travers d'initiatives transverses et régionales.
- Vallourec a également annoncé le 19 février 2020 avoir le projet de lancer une augmentation de capital avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires pour un montant d'environ 800 millions d'euros, accompagné d'une nouvelle ligne bancaire de 800 millions d'euros afin de se désendetter le Groupe de manière significative, de réduire ses frais financiers, et de gagner en flexibilité pour réussir la mise en œuvre de sa stratégie. Toutefois compte tenu du nouvel environnement et des conditions de marché détériorées dans le contexte de la crise Covid, ces opérations de refinancement n'ont pas pu être réalisées.

¹⁴ CRU – Shredded Pittsburgh – \$/LT

¹⁵ Platts SBB – IODEX Iron ore fines 62% CFR North China \$/t

Mars

- Le 20 mars 2020, Vallourec a suspendu les prévisions précédemment communiquées. En effet, l'épidémie de coronavirus (Covid-19) dans les pays où le Groupe est présent, cumulée à la dégradation soudaine du prix du baril de pétrole, auront des impacts sur les activités du Groupe, et plus particulièrement en Amérique du Nord où de nombreux opérateurs du pétrole et gaz non conventionnel annoncent de fortes réductions de leurs plans de forage.

Avril

- Le 6 avril 2020, Vallourec a annoncé que l'Assemblée Générale mixte de ses actionnaires, réunie ce jour à huis clos avec un quorum de 39,69%, a adopté l'ensemble des résolutions soumises au vote.
- Le 6 avril 2020, Vallourec a annoncé un plan de réduction de ses effectifs en Amérique du Nord, en réponse à la chute importante et brutale d'activité prévue par ses clients pétroliers et gaziers. Cette réduction affectera plus de 900 postes (soit plus du tiers de notre effectif total en Amérique du Nord) dans l'ensemble de nos usines et de nos fonctions support.
- Le 23 avril 2020, Vallourec a annoncé le lancement du regroupement de ses actions par voie d'échange de 40 actions existantes contre 1 action nouvelle, approuvé par les actionnaires de la Société réunis en Assemblée Générale Mixte le 6 avril 2020.
- A la suite du regroupement d'actions finalisé le 25 mai 2020, Vallourec a annoncé le 26 mai 2020 la réalisation de la réduction de la valeur nominale de ses actions et sa prise d'effet à compter de ce jour.

Mai

- Le 13 mai 2020, Vallourec a annoncé que son contrat avec Equinor au Brésil a été prolongé jusqu'en mars 2024. Le cadre de ce contrat a été élargi pour inclure de nouveaux produits dans la gamme des tubes en acier sans soudure et des accessoires OCTG utilisés dans leurs opérations au Brésil, ainsi que des services de stockage, de maintenance, de préparation des puits de pétrole, de planification collaborative, de gestion des tubes après utilisation, d'inspection et de réparation.

Juin

- Le 15 juin 2020, Vallourec a dévoilé sa nouvelle connexion, VAM® SPRINT-SF, la première d'une série de produits semi-premium à couple élevé, conçue de manière innovante pour les applications extrêmes en lien avec l'exploitation des hydrocarbures de schiste. Dans un environnement en mutation extrêmement rapide, les opérateurs du secteur onshore sont en permanence à la recherche de techniques leur permettant de limiter les risques et d'étendre la portée de leurs forages latéraux tout en réduisant les coûts. C'est sur la base de ces priorités qu'a été conçue VAM® SPRINT-SF. La connexion a été testée à l'aide d'un protocole VAM® spécifique pour les applications non-conventionnelles qui simule les conditions réelles d'exploitation sur toute la durée de vie du puits.
- Le 25 juin 2020, Vallourec a annoncé ses ambitions en termes de réduction de ses émissions carbone directes et indirectes à horizon 2025 en prenant l'année 2017 comme référence. Ces objectifs ont été approuvés par la Science Based Targets initiative (SBTi), faisant de Vallourec la première société du secteur pétrole et gaz à obtenir cette reconnaissance. Concrètement, le Groupe qui est déjà un faible émetteur de gaz à effet de serre, s'engage à :
 - Réduire ses émissions directes de 20% (scopes 1 et 2)
 - Réduire l'ensemble de ses émissions directes et indirectes de 25% (scopes 1, 2 et 3)

Plan de transformation

Dépassement des objectifs de réduction de coûts

Vallourec a dépassé son objectif initial 2016-2020 de 400 millions d'euros d'économies brutes avec la réalisation à fin 2018 de 445 millions d'euros de réductions de coûts. L'objectif de réduction additionnelle de coûts de 200 millions d'euros pour 2019-2020 sera également dépassé (141 millions d'euros d'économies déjà réalisées au titre de l'année 2019).

Depuis 2014, les effectifs du Groupe ont été réduits de 21 % (18 827 fin 2019), dont 35 % en Europe et 19% au Brésil.

En 2019, les effectifs du Groupe sont en baisse de 1,8 %, passant de 19 164 salariés (fin 2018) à 18 827 (fin 2019), avec une réduction plus importante en Europe (- 6,3 %). En Allemagne, les effectifs ont été réduits de 392 salariés à la suite des initiatives annoncées en février 2019 visant une réduction de 600 salariés d'ici fin 2020.

Ces économies de coûts ainsi que le déploiement des nouvelles routes se sont traduits par une réduction entre 2016 et 2019 de 40% des coûts de production et des coûts administratifs, commerciaux et de recherche par tonne, pour atteindre 1 035 euros par tonne.

Mesures d'adaptation

En réponse à cette crise sans précédent, et au-delà de sa compétitivité restaurée grâce à la mise en œuvre réussie de son plan de Transformation, Vallourec a immédiatement décidé de mettre en œuvre une réduction de ses coûts afin d'atteindre 130 millions d'euros d'économies brutes en 2020 (en plus du plein ajustement des coûts variables incluant la main d'œuvre directe).

En Amérique du Nord, la réduction de l'effectif de plus d'un tiers (plus de 900 postes), dans l'ensemble des usines ainsi que des fonctions de support, est effective depuis mai 2020.

51 millions d'euros d'économies brutes ont déjà été réalisés au premier semestre.

Programme Accélération

Le Groupe reste déterminé à poursuivre l'amélioration de sa compétitivité avec un nouveau programme, Accélération, visant des économies brutes supplémentaires de 200 millions d'euros sur la période 2021-2022, au travers d'initiatives transverses et régionales.

Les initiatives transverses se concentreront sur le renforcement de l'excellence industrielle pour renforcer la performance et l'amélioration de l'efficacité des fonctions support et des coûts administratifs, commerciaux et recherche (SG&A).

Les initiatives régionales viseront principalement :

- En Europe : le Groupe bénéficiera de l'impact en année pleine du plan de réduction des coûts en Allemagne, de la mise en œuvre du concept « One Mill », de la fermeture de l'usine de Reisholz (Allemagne) au second semestre 2020, et de l'optimisation du portefeuille produits.
- Au Brésil, le Groupe poursuivra l'amélioration du site de Jeceaba et le développement du nouveau programme « Mini-Mill » sur le site de Barreiro
- En Amérique du Nord, le Groupe améliorera la performance des cycles de maintenance et de contrôle qualité ; il poursuivra les efforts de dégoullottage de ses capacités de finition et optimisera sa structure de coûts, ainsi que la ré-internalisation de certains services.

Projet d'expansion de la mine de fer

Vallourec a obtenu le permis nécessaire des autorités de l'État de Minas Gerais pour son projet d'expansion de son activité d'extraction du minerai de fer, avec la construction d'une nouvelle unité de traitement.

Vallourec est propriétaire d'une mine de fer très compétitive au Brésil, dont l'extension de capacité de 3 millions de tonnes supplémentaires permettra d'accroître la génération de RBE. L'investissement correspondant, pour un montant de l'ordre de 65 millions d'euros, s'échelonne en 2020 et 2021, avec retour sur investissement d'environ 2,5 années.

Transactions avec les parties liées

Les opérations réalisées avec les sociétés mises en équivalence au premier semestre 2020 concernent principalement les achats de ronds d'acier à la société HKM pour un montant de 132 millions d'euros, destinés à la production de laminoirs dans les activités européennes du Groupe Vallourec.

Principaux risques et incertitudes pour le reste de l'exercice 2020

Vallourec n'anticipe pas d'évolution de ses risques, tels que décrits dans le chapitre 5, section 5.1 « Facteurs de risque » du Document d'enregistrement universel 2019 déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 20 mars 2020, susceptibles d'avoir un impact sur le reste de l'exercice 2020, à l'exception du risque de liquidité et continuité d'exploitation.

Au 30 juin 2020, le Groupe disposait de lignes de crédits bancaires confirmées d'un montant de 1 934 millions d'euros, dont 123 millions d'euros non-utilisées, et de la trésorerie à hauteur de 1 420 millions d'euros. Ainsi, le Groupe disposait de liquidités à hauteur de 1 543 millions d'euros.

Ces lignes de crédit arrivent à échéance en juillet 2020 à hauteur de 100 millions d'euros et en février 2021 à hauteur de 1 724 millions d'euros. Les tirages sur ces lignes de crédit devront donc être remboursés au plus tard à ces échéances.

Dans ce contexte, le Groupe a annoncé le 19 février 2020 un projet d'augmentation de capital de 800 millions d'euros accompagné d'une nouvelle ligne bancaire de 800 millions d'euros. Cette opération a été approuvée par l'Assemblée générale en date du 6 avril 2020. Toutefois compte tenu du nouvel environnement et des conditions de marché détériorées dans le contexte de la crise Covid, ces opérations de refinancement n'ont pas été réalisées.

Vallourec poursuit des discussions notamment avec ses actionnaires de référence et ses banques, afin de définir un nouveau dispositif de refinancement tenant compte des conséquences de la crise Covid et des marchés pétroliers sur son activité, et lui permettant de traiter ses échéances à venir et de rééquilibrer sa structure financière.

Sur cette base, la direction a arrêté les comptes en application du principe de continuité d'exploitation.

Toutefois, cette situation génère une incertitude significative sur la continuité d'exploitation car, si ces discussions n'aboutissaient pas, la société pourrait ne pas être en mesure de réaliser ses actifs et de régler ses dettes dans le cadre normal de son activité.

La description du risque de liquidité figure en chapitre 3, Notes 2.2 et 8.5.3 du rapport financier semestriel.

Par ailleurs, Vallourec n'a pas identifié de nouveau risque qui ne serait pas déjà mentionné dans ce même paragraphe.

Résultats consolidés du Groupe

Compte de résultat

<i>En millions d'euros</i>	S1 2019	S1 2020	Variation
Chiffre d'affaires	2 109	1 696	- 19,6 %
Coûts industriels des produits vendus ^(a)	(1 728)	(1 399)	- 19,0 %
Marge Industrielle	381	297	- 22,0 %
<i>(en % du CA)</i>	18,1 %	17,5 %	- 0,6 pts
Coûts administratifs, commerciaux et de recherche	(198)	(173)	- 12,6 %
Autres	(14)	(13)	na
Résultat brut d'exploitation	169	111	- 58 M€
<i>(en % du CA)</i>	8,0 %	6,5 %	- 1,5 pts
Amortissements industriels	(126)	(111)	- 11,9 %
Amortissements et autres dépréciations	(29)	(27)	na
Dépréciations d'actifs	(21)	(441)	na
Cessions d'actifs, restructuration et éléments non récurrents	(11)	(46)	na
Résultat d'exploitation	(18)	(514)	- 496 M€
Résultat financier	(122)	(115)	- 5,7 %
Résultat avant impôts	(140)	(629)	- 489 M€
Impôts sur les bénéfices	(22)	(30)	na
Quote part dans les résultats nets des sociétés mises en équivalence	(1)	(1)	na
Résultat net de l'ensemble consolidé	(163)	(660)	- 497 M€
Part des participations ne donnant pas le contrôle	4	(93)	na
Résultat net, part du Groupe	(167)	(567)	- 400 M€

^(a) Avant amortissements.

Production expédiée

La diversité des produits du Groupe et l'absence d'unités de mesures appropriées autres que financières font obstacle à la fourniture d'informations quantitatives significatives. Toutefois, le tableau ci-après présente une synthèse de la production trimestrielle, laquelle correspond aux volumes produits et expédiés des laminoirs de Vallourec, exprimés en tonnes de tubes sans soudure laminés à chaud :

<i>En milliers de tonnes</i>	2019	2020	Variation
T1	571	450	- 21,2 %
T2	605	422	- 30,2 %
Total	1 176	872	- 25,9 %

Au cours du premier semestre 2020, les volumes ont diminué de 26 % par rapport au premier semestre 2019, reflétant principalement la baisse de l'activité Pétrole & Gaz.

Chiffre d'affaires

CHIFFRE D'AFFAIRES CONSOLIDÉ

Au premier semestre 2020, le chiffre d'affaires s'est élevé à 1 696 millions d'euros, en retrait de 20 % par rapport au premier semestre 2019 (- 16 % à taux de change constants). L'effet volume a été de - 26 %, l'effet prix/mix de + 10 % et l'effet conversion de devises de - 4 %.

Chiffre d'affaires par zone géographique

En millions d'euros	S1 2019	En % du CA	S1 2020	En % du CA	Variation	A taux de change constants ^(a)
France	37	1,7%	31	1,9%	- 14,4 %	- 14,4 %
Allemagne	129	6,1%	115	6,8%	- 10,4 %	- 10,4 %
Autres pays de l'UE ^(b)	145	6,9%	119	7,0%	- 17,8 %	- 17,7 %
Total Europe	311	14,7 %	266	15,7 %	- 14,4 %	- 14,4 %
Amérique du Nord (Nafta)	668	31,7 %	482	28,4 %	- 27,9 %	- 29,3 %
Brésil	322	15,2%	313	18,5%	- 2,7 %	- 62,3 %
Autre Amérique centrale et du Sud	8	0,4%	10	0,6%	28,2 %	na
Total Amérique du Sud	329	15,6 %	323	19,1 %	- 1,9 %	44,5 %
Chine	135	6,4%	121	7,1%	- 10,4 %	na
Autres Asie et Moyen-Orient	415	19,7%	346	20,4%	- 16,5 %	- 97,3 %
Total Asie et Moyen-Orient	549	26,1 %	467	27,5 %	- 15,1 %	- 27,0 %
CEI	18	0,8%	19	1,1%	6,3 %	6,6 %
Reste du monde	235	11,1%	140	8,2%	- 40,4 %	- 40,4 %
Total Reste du monde	252	11,9 %	158	9,3 %	- 37,1 %	- 37,0 %
Total	2 109	100 %	1 696	100 %	- 19,6 %	- 15,9 %

^(a) La variation à taux de change constant se définit comme la variation du chiffre d'affaires entre deux périodes en convertissant en euros le chiffre d'affaires des filiales consolidées dont la devise fonctionnelle n'est pas l'euro au taux moyen cumulé de la période précédente. Elle n'intègre pas les impacts de change sur les opérations de ventes conclues par certaines des filiales dans une monnaie autre que leur devise fonctionnelle, cet impact étant intégré dans les effets prix/mix.

^(b) Autres pays de l'Union européenne, hors Allemagne et France.

Chiffre d'affaires par marché

Du fait des arrondis, l'addition des chiffres figurant dans ces tableaux peut ne pas exactement correspondre aux totaux et les pourcentages peuvent ne pas refléter exactement les valeurs absolues.

En millions d'euros	S1 2019	En % du CA	S1 2020	En % du CA	Variation	A taux de change constants ^(a)
Pétrole et gaz	1 395	66,2 %	1 070	63,1 %	- 23,3 %	- 21,7 %
Pétrochimie	130	6,2 %	128	7,5 %	- 1,5 %	0,8 %
Pétrole et gaz, Pétrochimie	1 525	72,3 %	1 198	70,6 %	- 21,4 %	- 19,8 %
Mécanique	202	9,6 %	153	9,0 %	- 23,9 %	- 20,7 %
Automobile	63	3,0 %	27	1,6 %	- 57,3 %	- 51,7 %
Construction & autres	217	10,3 %	212	12,5 %	- 2,2 %	16,8 %
Industrie & Autres (b)	482	22,9 %	393	23,2 %	- 18,5 %	- 7,8 %
Energie électrique	102	4,8 %	105	6,2 %	2,6 %	4,3 %
Total	2 109	100 %	1 696	100 %	-19,6%	- 15,9 %

^(a) La variation à taux de change constant se définit comme la variation du chiffre d'affaires entre deux périodes en convertissant en euros le chiffre d'affaires des filiales consolidées dont la devise fonctionnelle n'est pas l'euro au taux moyen cumulé de la période précédente. Elle n'intègre pas les impacts de change sur les opérations de ventes conclues par certaines des filiales dans une monnaie autre que leur devise fonctionnelle, cet impact étant intégré dans les effets prix/mix.

^(b) Dont ventes de minerai de fer.

PÉTROLE ET GAZ, PÉTROCHIMIE (71 % DU CHIFFRE D'AFFAIRES CONSOLIDÉ)

Le chiffre d'affaires **Pétrole et gaz** a atteint 1 070 millions d'euros au premier semestre 2020, en baisse de 325 millions d'euros ou - 23 % par rapport au premier semestre 2019 (- 22 % à taux de change constants).

Le chiffre d'affaires Pétrole et Gaz s'est établi à 518 millions d'euros au T2 2020, en baisse de 205 millions d'euros ou - 28 % par rapport au T2 2019 (- 26 % à taux de change constants), reflétant principalement une baisse du chiffre d'affaires en Amérique du Nord et dans les régions EA-MEA.

- **En Amérique du Nord**, la baisse du chiffre d'affaires Pétrole & Gaz s'explique par le recul des volumes en raison de la baisse sans précédent du nombre d'appareils de forage actifs, et par des prix plus faibles.
- **Dans les régions EA-MEA**, la baisse du chiffre d'affaires Pétrole & Gaz traduit une baisse des volumes, compensée en partie par un effet prix/mix favorable lié notamment aux livraisons de tubes en aciers spéciaux.
- **En Amérique du Sud**, la forte hausse du chiffre d'affaires Pétrole & Gaz traduit des livraisons en hausse dans l'offshore ainsi qu'un effet prix/mix favorable, malgré un effet conversion de devises négatif.

Le chiffre d'affaires Pétochimie s'est établi à 128 millions d'euros au premier semestre 2020, en baisse de 1 % par rapport au premier semestre 2019 (+ 1 % à taux de change constants).

Le chiffre d'affaires Pétochimie s'est établi à 67 millions d'euros au T2 2020, en hausse de 6 % par rapport au 2019 (+ 10 % à taux de change constants) en raison notamment de la hausse des ventes au Moyen-Orient et en Amérique du Nord.

INDUSTRIE & AUTRES (23 % DU CHIFFRE D'AFFAIRES CONSOLIDÉ)

Au premier semestre 2020, le chiffre d'affaires Industrie & Autres s'est élevé à 393 millions d'euros, en baisse de 19 % par rapport au premier semestre 2019 (- 8 % à taux de change constants) principalement du fait de moindres volumes et d'un effet conversion de devises défavorable.

Le chiffre d'affaires Industrie & Autres s'est établi à 200 millions d'euros au T2 2020, en baisse de 19 % par rapport au T2 2019 (- 4 % à taux de change constants) :

- En Europe, la baisse du chiffre d'affaires s'explique par des volumes et des prix en baisse.
- En Amérique du Sud, la baisse du chiffre d'affaires reflète de moindres volumes sur le marché Automobile ainsi qu'un effet conversion de devises défavorable, en partie compensés par une hausse des volumes sur le marché Mécanique.

- Au Brésil, la croissance du chiffre d'affaires de la mine de fer traduit à la fois une hausse des volumes vendus (+ 18 % par rapport au T2 2019) et des prix résilients, malgré un effet conversion de devises défavorable.

ÉNERGIE ÉLECTRIQUE (6 % DU CHIFFRE D'AFFAIRES CONSOLIDÉ)

Le chiffre d'affaires **Énergie électrique** a atteint 105 millions d'euros au premier semestre 2020, en hausse de 3 % par rapport au premier semestre 2019 (4 % à taux de change constants).

Le chiffre d'affaires s'est élevé à 57 millions d'euros au T2 2020, en hausse de 11 % par rapport T2 2019 (13 % à taux de change constants), reflétant le calendrier de livraison des projets.

Pour rappel, la fermeture du site de Reisholz en Allemagne, dédié aux tubes pour la construction de centrales conventionnelles au charbon, sera effective au second semestre 2020.

Chiffre d'affaires par trimestre

En millions d'euros	1er trimestre	2e trimestre	1er semestre
2019	1 025	1 084	2 109
2020	853	843	1 696
Variation en %, comparé à l'année précédente			
<i>Effet volume</i>	-21%	-30%	-26%
<i>Effet de conversion de devises</i>	-2%	-6%	-4%
<i>Autres effets (prix, mix, etc.)</i>	6%	14%	10%

Le chiffre d'affaires du deuxième trimestre 2020 de 843 millions d'euros s'est inscrit en retrait de 22 % par rapport au deuxième trimestre 2019, avec à un effet volume important de - 30 %, un effet prix/mix de + 14 % et un effet conversion de devise de - 6 %. À taux de change constants, le chiffre d'affaires a diminué de 17 %.

Résultat brut d'exploitation

Au premier semestre 2020, le résultat brut d'exploitation a atteint 111 millions d'euros, en baisse de 58 millions d'euros par rapport au S1 2019, soit une marge à 6,5 %.

Au T2 2020, le résultat brut d'exploitation a atteint 43 millions d'euros (contre 102 millions d'euros au T2 2019), soit une marge de 5,1 %.

Sur le premier semestre 2020, le résultat brut d'exploitation inclut un effet IFRS 16 positif de 17 millions d'euros et une baisse nette des provisions de 7 millions d'euros.

Hors variation des provisions et effet IFRS 16, le résultat brut d'exploitation du premier semestre 2020 s'est élevé à 87 millions d'euros, à comparer à 162 millions d'euros au premier semestre 2019.

Le tableau suivant présente l'évolution des principaux composants du résultat brut d'exploitation du premier semestre 2019 et du premier semestre 2020.

En millions d'euros	S1 2019	S1 2020	Variation
Chiffre d'affaires	2 109	1 696	- 19,6 %
Coûts industriels des produits vendus ^(a)	(1 728)	(1 399)	- 19,0 %
Marge Industrielle	381	297	- 22,0 %
<i>(en % du CA)</i>	18,1 %	17,5 %	- 0,6 pts
Coûts administratifs, commerciaux et de recherche ^(a)	(198)	(173)	- 12,6 %
Autres	(14)	(13)	na
Résultat brut d'exploitation	169	111	- 58 M€

^(a) Avant amortissements.

Marge industrielle

La marge industrielle se définit comme la différence entre le chiffre d'affaires et les coûts industriels des produits vendus (hors amortissements).

La marge industrielle s'est élevée à 297 millions d'euros, en baisse de 84 millions d'euros par rapport au S1 2019, reflétant essentiellement l'activité plus faible dans le secteur Pétrole et Gaz en Amérique du Nord et dans l'Industrie, en partie compensée par i) les réductions de coûts ii) la contribution positive des livraisons de tubes en aciers spéciaux dans les régions EA-MEA et iii) une contribution plus forte de la mine.

Le tableau suivant présente la décomposition des coûts industriels des produits vendus (hors amortissements) du premier semestre 2019 et du premier semestre 2020.

En millions d'euros	S1 2019	S1 2020	Variation
Coûts directs sur ventes	(119)	(108)	- 9,2 %
Coûts des matières premières consommées	(686)	(517)	- 24,6 %
Coûts de main-d'œuvre	(386)	(336)	- 13,0 %
Autres coûts industriels ^(a)	(519)	(404)	- 22,2 %
Variation de stocks part non-matière	(17)	(34)	n.a.
Total	(1 728)	(1 398)	- 19,1 %

^(a) Les « autres coûts industriels » sont constitués principalement des coûts d'énergie et des matières consommables, des coûts de sous-traitance et de maintenance, et des provisions.

Coûts administratifs, commerciaux et de recherche

Les coûts administratifs, commerciaux et de recherche (SG&A) se sont élevés à 173 millions d'euros, en baisse de 13 % par rapport au premier semestre 2019, reflétant notre plan d'adaptation, et représentant 10,2 % du chiffre d'affaires.

Le tableau suivant présente la décomposition des coûts administratifs, commerciaux et de recherche au premier semestre 2019 et au premier semestre 2020 (hors amortissements).

En millions d'euros	S1 2019	S1 2020	Variation
Frais de Recherche et Développement	(25)	(21)	- 16,0 %
Frais commerciaux et dépenses de marketing	(39)	(35)	- 10,3 %
Frais généraux et administratifs	(134)	(117)	- 12,7 %
Total	(198)	(173)	- 12,6 %

Charges de personnel

Les charges de personnel se sont élevées à 421 millions d'euros.

Le tableau suivant présente la décomposition des charges de personnel.

	S1 2019	S1 2020	Variation
Salaires et traitements	(377)	(329)	- 12,7 %
Intéressement et participation	(16)	(10)	- 37,5 %
Charges liées aux plans d'options d'achat et de souscription d'actions, et aux actions de performance	(1)	(2)	+ 100,0 %
Charges sociales	(94)	(80)	- 14,9 %
Total	(488)	(421)	- 13,7 %

<i>Effectif de clôture des sociétés intégrées</i>	S1 2019	31/12/2019	S1 2020	Variation
Cadres	3 142	3 130	3 018	- 112
ATAM (administratifs, techniciens et agents de maîtrise)	2 605	2 595	2 532	- 63
Ouvriers	12 727	12 375	11 851	- 524
Total	18 474	18 100	17 401	- 699

Résultat d'exploitation

Le résultat d'exploitation est ressorti à - 514 millions d'euros, en baisse de 496 millions d'euros par rapport au S1 2019, principalement en raison de i) la dépréciation en totalité des écarts d'acquisition des UGT Amérique du Nord et Europe au T2 2019 pour 337 millions d'euros, et ii) d'une charge de perte de valeur sur des actifs corporels en Europe au T2 2019 pour 104 millions d'euros. Ces charges de perte de valeur, sans sortie de trésorerie, sont dues à une augmentation des taux d'actualisation appliqués ainsi qu'à une révision à la baisse des perspectives de croissance à long terme pour l'activité Pétrole et Gaz en Amérique du Nord, dans un contexte de difficulté à estimer ces tendances de marché à long terme.

Ces charges de perte de valeur, sans sortie de trésorerie, sont dues à une augmentation des taux d'actualisation ainsi qu'à une révision à la baisse des perspectives de croissance à long terme pour l'activité Pétrole et Gaz en Amérique du Nord, dans un contexte de difficulté à estimer ces tendances de marché à long terme.

Les charges de « Cessions d'actifs, restructurations et autres », en hausse de 35 millions d'euros au premier semestre 2020, incluent des provisions pour restructuration relatives à la fermeture du site de Reisholz en Allemagne, ainsi qu'aux plans d'adaptation en Amérique du Nord et au Brésil. Des charges moins élevées d'amortissements industriels ont été enregistrées.

Résultat financier

Le résultat financier s'est établi à - 115 millions d'euros, contre - 122 millions d'euros au S1 2019, reflétant des charges financières plus élevées, compensées par d'autres produits financiers, incluant principalement la résolution positive d'un litige au Brésil pour 24 millions d'euros.

Le tableau suivant présente la décomposition du résultat financier.

<i>En millions d'euros</i>	S1 2019	S1 2020	Variation
Produits financiers	7	3	- 57,1 %
Charges d'intérêts	(90)	(102)	13,3 %
Coût financier net	(83)	(99)	19,3 %
Autres charges et produits financiers	(16)	1	- 106,3 %
Charges d'intérêt sur contrats de location	(18)	(15)	- 16,7 %
Autres charges d'actualisation	(5)	(2)	- 60,0 %
Résultat financier	(122)	(115)	- 5,7 %

Impôt sur les bénéfices

L'impôt sur les bénéfices s'est établi à - 30 millions d'euros, principalement liés aux activités brésiliennes.

Résultat net

La part des participations ne donnant pas le contrôle s'est élevée à 93 millions d'euros au premier semestre 2020, contre - 4 millions d'euros au premier semestre 2019.

Le résultat net, part du Groupe, s'est établi à - 567 millions d'euros, contre - 167 millions d'euros au S1 2019.

Liquidités et ressources en capital

Flux de trésorerie

Tableau de trésorerie simplifié

<i>En millions d'euros</i>	S1 2019	S1 2020
Flux de trésorerie générés par l'activité	10	(96)
Variation du Besoin en Fonds de Roulement lié à l'activité du tableau de flux de trésorerie	(117)	(99)
Flux nets de trésorerie générés par l'activité (1)	(107)	(195)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement (2)	(32)	(62)
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement (3)	116	(55)
Incidence de la variation des taux de change (4)	6	(62)
Variation de la trésorerie (1+2+3+4)	(17)	(374)

FLUX DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉS PAR L'ACTIVITÉ

Au S1 2020, les flux de trésorerie générés par l'activité se sont établis à - 96 millions d'euros, contre 10 millions d'euros au S1 2019, en raison principalement de la réduction du résultat brut d'exploitation et dans une moindre mesure de l'augmentation des dépenses de restructuration et des impôts décaissés.

FLUX NETS DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉS PAR L'ACTIVITÉ

Les flux nets de trésorerie générés par l'activité ont été négatifs à - 195 millions d'euros pour le semestre clos le 30 juin 2020, soit une détérioration de 88 millions d'euros par rapport aux - 107 millions d'euros du premier semestre 2019.

La variation du fonds de roulement lié à l'activité se décompose ainsi :

<i>Valeurs brutes</i>	31/12/2019	Ecart de conversion	Variation	Reclassement et autres	30/06/2020
Stocks	1 122 361	(72 065)	46 703	1 525	1 098 524
Créances clients	644 071	(46 166)	10 803	847	609 555
Fournisseurs	(579 739)	17 302	59 416	(512)	(503 534)
Besoin en Fonds de Roulement	1 186 693	(100 929)	116 922	1 859	1 204 546
Autres créances et dettes	5 091	(12 606)	(19 099)	11 139	(15 475)
Besoin en Fonds de Roulement lié à l'activité	1 191 784	(113 535)	97 823	12 999	1 189 071
Impact des instruments financiers de couverture			1 058		
Total			98 881		
Variation du Besoin en Fonds de Roulement lié à l'activité du tableau de flux de trésorerie			(98 881)		

La variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité a augmenté de - 99 millions d'euros contre une augmentation de - 117 millions d'euros au S1 2019. Le besoin en fonds de roulement net a augmenté à 115 jours de chiffre d'affaires contre 108 jours à la fin du deuxième trimestre 2019, reflétant un effet mix client moins favorable et la partie fixe des stocks.

FLUX NETS DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENTS

Les flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement se sont élevés à - 62 millions d'euros au premier semestre 2020, contre - 32 millions d'euros au premier semestre 2019.

FLUX NETS DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT

Le total des flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement s'est élevé à - 55 millions d'euros au premier semestre 2020, contre 116 millions d'euros au premier semestre 2019.

Investissements industriels

PRINCIPAUX INVESTISSEMENTS RÉALISÉS AU COURS DE LA PÉRIODE DU 1ER JANVIER 2020 AU 30 JUIN 2020

Au cours des dernières années, les programmes d'investissements industriels ont été principalement orientés vers la rationalisation des outils de production, l'amélioration de la qualité et de la maîtrise des procédés, l'adaptation des lignes de produits à l'évolution des besoins des clients, l'accroissement des capacités de finition des produits premium et la réduction des coûts de production.

Les investissements visent également à renforcer la sécurité des hommes et des installations, au respect des obligations légales telles que celles liées à l'environnement.

Le tableau suivant présente les investissements réalisés au cours du semestre clos le 30 juin 2020.

Investissements industriels hors variations de périmètre (actifs corporels, incorporels et biologiques)

En millions d'euros	S1 2019	S1 2020
Europe	(12,2)	(17,0)
Amérique du Nord	(7,0)	(11,5)
Amérique centrale et du Sud ^(a)	(13,5)	(24,0)
Asie	(2,5)	(4,5)
Autres	-	(0,1)
TOTAL INVESTISSEMENTS INDUSTRIELS ^(b)	(35,2)	(57,2)
Dont investissements décaissés au cours de l'exercice	(36,3)	(63,1)

^(a) Dont 4,3 millions d'euros pour les actifs biologiques au 1er semestre 2019 et 3 millions d'euros au premier semestre 2020

^(b) La différence entre les investissements décaissés au cours de l'exercice et le total des investissements industriels correspond à la variation des dettes fournisseurs d'immobilisation.

Les investissements industriels au premier semestre 2020 se sont élevés à - 63 millions d'euros, en hausse de 27 millions d'euros par rapport au premier semestre 2019 à - 36 millions d'euros. Les investissements réalisés au premier semestre 2020 visaient à améliorer l'efficacité des actifs existants, notamment au Brésil et en Europe.

Flux de trésorerie disponible

Les flux de trésorerie disponibles se définissent comme les flux nets de trésorerie générés par l'activité, moins les investissements industriels bruts. Au premier semestre 2020, le flux de trésorerie disponible a été négatif de - 258 millions d'euros, alors qu'il l'avait été de - 143 millions d'euros au S1 2019.

À noter qu'au deuxième trimestre, le Groupe le Groupe a généré un flux de trésorerie disponible négatif de - 77 millions d'euros au T2 2020, contre + 16 millions d'euros au Q2 2019.

Le tableau suivant présente le calcul des flux de trésorerie disponibles au premier semestre 2019 et au premier semestre 2020.

<i>En millions d'euros</i>	S1 2019	S1 2020	Variation
Flux de trésorerie générés par l'activité (A)	10	(96)	- 106 M€
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité [+ baisse, (hausse)] (B)	(117)	(99)	+ 18 M€
Investissements industriels bruts (C)	(36)	(63)	- 27 M€
Flux de trésorerie disponible (A)+(B)+(C)	(143)	(258)	- 115 M€

Liquidité et endettement

Vallourec disposait au 30 juin 2020 de 1 420 millions d'euros de trésorerie et équivalents de trésorerie.

Vallourec disposait à la même date de 1 934 millions d'euros de lignes de crédit confirmées. Ces lignes de crédit ne bénéficient pas de sûreté ou de garantie.

Au 30 juin 2020, la dette à court terme s'élevait à 2 000 millions d'euros, dont 1 811 millions d'euros de lignes de crédit confirmées et tirées.

Les ressources financières du Groupe sont constituées de financements bancaires et de financements de marché.

La majeure partie du financement bancaire a été mise en place en Europe, sur Vallourec et, dans une moindre mesure, sur des filiales au Brésil. Le financement de marché est exclusivement mis en place par Vallourec.

Le tableau suivant présente les principales dettes financières du Groupe au 30 juin 2020.

<i>En millions d'euros</i>	30/06/2020
Placement privé – échéance août 2027	54
Emprunt obligataire – échéance septembre 2024	499
Emprunt obligataire non convertible – échéance octobre 2022	546
Emprunt obligataire convertible – échéance octobre 2022	236
Emprunt obligataire – échéance octobre 2023	396
Billets de trésorerie	18
Tirages RCF	1 811
ACC ACE	119
Autres	68
TOTAL DETTE FINANCIERE BRUTE	3 747

L'ensemble des contrats de financements bancaires (ligne de crédit confirmée de 1,1 milliard d'euros à échéance février 2019, étendue une première fois pour 1,078 milliard d'euros à échéance février 2020 et une seconde fois pour 1 034 millions d'euros à échéance février 2021 ; ligne de crédit confirmée de 400 millions d'euros à échéance juillet 2020, étendue à hauteur de 300 millions d'euros de juillet 2020 à février 2021 ; ligne de crédit confirmée de 450 millions d'euros à échéance février 2020, étendue à hauteur de 300 millions d'euros de février 2020 à février 2021 ; ligne bilatérale confirmée de 90 millions d'euros à échéance février 2021 ; ligne bilatérale confirmée de 110 millions d'euros à échéance 2027) prévoit le respect par Vallourec d'un ratio de dettes financières nettes consolidées sur fonds propres consolidés (« covenant bancaire ») inférieur ou égal à 100 %, calculé au 31 décembre de chaque année.

Le ratio d'endettement retraité sur capitaux propres consolidés du Groupe était de 81 % au 31 décembre 2019 au regard du covenant bancaire. Tel que défini dans les contrats bancaires, le ratio de covenant bancaire est le rapport entre l'endettement net consolidé du Groupe

(y inclus la dette de location-financement et le prêt d'actionnaire au Brésil) sur les capitaux propres du Groupe retraités des gains et pertes sur produits dérivés et des réserves de conversion (gains et pertes sur les filiales consolidées en devises).

Sur la base des résultats au 30 juin 2020, le ratio d'endettement retraité (« covenant bancaire »), tel que défini dans les contrats bancaires, serait de 124 %. Étant testé une fois par an le 31 décembre, conformément aux contrats, ce niveau au 30 juin n'affecte pas la capacité de Vallourec à effectuer des tirages sur ses lignes bancaires en 2020.

Un changement de contrôle de Vallourec pourrait provoquer le remboursement de tout ou partie du crédit, sur décision de chacune des banques participantes. Il est également prévu que le crédit devienne immédiatement exigible si le Groupe venait à faire défaut sur le remboursement d'une de ses dettes financières (cross default) ou s'il advenait un événement significatif emportant des conséquences sur l'activité ou la condition financière du Groupe et sa capacité à rembourser sa dette.

Capitaux propres

Les capitaux propres part du Groupe se sont élevés à 561 millions d'euros au 30 juin 2020, soit une diminution de 906 millions d'euros, contre 1 467 millions d'euros au 31 décembre 2019. Cette baisse s'explique principalement par :

- le résultat net négatif du Groupe enregistré au premier semestre 2020 pour un montant de - 567 millions d'euros ;
- une variation des écarts de conversion de - 328 millions d'euros.

Perspectives 2020

Nos perspectives 2020 sont confirmées, et soutenues par nos leviers de résilience.

Pétrole et Gaz

- **Dans les régions EA-MEA**, les compagnies pétrolières nationales au Moyen-Orient et en Afrique du Nord confirment leur résilience. Les projets différés principalement par les compagnies pétrolières internationales sont compensés par nos livraisons importantes de tubes en aciers spéciaux.
- **En Amérique du Nord**, après la réduction significative des plans de forage de la part des opérateurs de pétrole et gaz de schiste (diminution de 70 % du nombre d'appareils de forage depuis décembre 2019), le nombre d'appareils de forage devrait se maintenir à un niveau proche du niveau actuel et les prix des OCTG rester à un niveau bas.
- **Au Brésil**, le nombre de puits forés devrait augmenter. Comme anticipé, les livraisons d'OCTG premium devraient continuer d'accélérer au S2.

Industrie & Autres

- **En Europe et au Brésil**, la demande pour les marchés de l'Industrie devrait continuer à être impactée par la crise liée au Covid-19.
- Les volumes de **minerai de fer** produit au Brésil sont attendus en légère augmentation par rapport à 2019, tandis que les prix demeurent jusqu'à présent à des niveaux favorables.

Mesures d'adaptation

- Ajustement des heures travaillées à l'activité dans chaque pays (temps partiel, congés,...).
- 130 millions d'euros d'économies brutes visées en 2020, dont 51 millions d'euros déjà réalisés au S1 2020 (en plus du plein ajustement des coûts variables, y compris main d'œuvre directe).
- Enveloppe d'investissements 2020 réduite de 20 % par rapport à l'enveloppe initiale, à environ 160 millions d'euros.
- Réduction du besoin en fonds de roulement reflétant la baisse de l'activité, les plans d'actions en cours et l'effet de saisonnalité favorable en fin d'année.

Flux de trésorerie disponible positif visé au second semestre, incluant une baisse importante du besoin en fonds de roulement.

3

Comptes intermédiaires consolidés condensés du Groupe Vallourec au 30 juin 2020

3.1	COMPTE DE RESULTAT DU GROUPE VALLOUREC.....	30
3.2	ÉTAT DU RESULTAT GLOBAL.....	31
3.3	ÉTAT DES FLUX DE TRESORERIE.....	32
3.4	ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIERE DU GROUPE VALLOUREC.....	34
3.5	ÉTAT DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES, PART DU GROUPE.....	35
3.6	ÉTAT DE VARIATION DES INTERETS ATTRIBUABLES AUX PARTICIPATIONS NE DONNANT PAS LE CONTROLE.....	36
	ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES DE L'EXERCICE CLOS LE 30 JUIN 2020.....	37
1.	REFERENTIEL COMPTABLE ET BASE D'ELABORATION DES ETATS FINANCIERS CONSOLIDES.....	37
1.1.	REFERENTIEL COMPTABLE.....	37
1.2.	BASE D'ÉVALUATION ET DE PRESENTATION DES ETATS FINANCIERS CONSOLIDES.....	37
1.3.	PARTICULARITES PROPRES A L'ÉTABLISSEMENT DES ETATS FINANCIERS INTERMEDIAIRES.....	38
	FAITS SIGNIFICATIFS DE LA PERIODE.....	39
2.1.	CRISE COVID-19 ET ADAPTATION DU GROUPE.....	39
2.2.	RISQUE DE LIQUIDITE ET CONTINUITE D'EXPLOITATION.....	39
3.	ACTIVITES OPERATIONNELLES.....	39
3.1.	INFORMATION SECTORIELLE.....	40
3.2.	RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION.....	42
3.3.	AMORTISSEMENTS.....	43
3.4.	DEPRECIATIONS D'ACTIF ET D'ECART D'ACQUISITION.....	43
3.5.	CESSIONS D'ACTIF, RESTRUCTURATION ET ELEMENTS NON RECURRENT.....	43
3.6.	RECONCILIATION DES DOTATIONS NETTES AVEC LE TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE.....	43
3.7.	RECONCILIATION DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT.....	44
4.	IMPOTS.....	44
5.	ÉCARTS D'ACQUISITION, ACTIFS INCORPORELS ET CORPORELS ET ACTIFS BIOLOGIQUES.....	45
5.1.	ÉVOLUTION DE LA VALEUR NETTE COMPTABLE.....	45
5.2.	TESTS DE PERTES DE VALEUR.....	45
5.3.	RECONCILIATION DES DECAISSEMENTS LIES AUX ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS DU TABLEAU DE FLUX.....	47
6.	OPERATIONS REALISEES AVEC LES PARTIES LIEES.....	47
7.	CAPITAUX PROPRES, PAIEMENT EN ACTION ET RESULTAT PAR ACTION.....	47
7.1.	CAPITAUX PROPRES – PART DU GROUPE.....	47
7.2.	PAIEMENT EN ACTION.....	47
7.3.	RESULTAT PAR ACTION.....	49
8.	FINANCEMENT ET INSTRUMENTS FINANCIERS.....	49
8.1.	ENDETTEMENT FINANCIER NET.....	49
8.2.	AUTRES PASSIFS FINANCIERS.....	52
8.3.	AUTRES ACTIFS FINANCIERS.....	52
8.4.	PRET D'ACTIONNAIRE.....	52
8.5.	INSTRUMENTS FINANCIERS.....	52
9.	ENGAGEMENTS ENVERS LE PERSONNEL.....	54
10.	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES ET PASSIFS EVENTUELS.....	55
11.	PERIMETRE.....	55
12.	ÉVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE.....	55
13.	TABLE DE CORRESPONDANCE.....	56

3.1 Compte de résultat du Groupe Vallourec

En milliers d'euros	Notes	S1 2019	S1 2020
Chiffre d'affaires		2 109 000	1 695 528
Coûts industriels des produits vendus ^(a)	3.2	(1 727 683)	(1 398 149)
Coûts administratifs, commerciaux et de recherche ^(a)	3.2	(198 039)	(173 366)
Autres	3.2	(14 404)	(12 739)
Résultat brut d'exploitation	3.2	168 874	111 274
Amortissements	3.3	(154 665)	(138 449)
Dépréciations d'actifs et d'écarts d'acquisition	3.4	(21 353)	(440 967)
Cessions d'actifs, restructuration et éléments non récurrents	3.5	(11 440)	(45 769)
Résultat d'exploitation		(18 584)	(513 911)
Produits financiers		7 321	3 490
Charges d'intérêts		(90 410)	(101 666)
Coût financier net		(83 089)	(98 176)
Autres charges et produits financiers		(38 789)	(16 769)
Résultat financier	8.1.1	(121 878)	(114 945)
Résultat avant impôts		(140 462)	(628 856)
Impôts sur les bénéfices		(22 366)	(30 276)
Quote part dans les résultats nets des sociétés mises en équivalence		(580)	(1 019)
Résultat net des activités poursuivies		(163 408)	(660 151)
Résultat net de l'ensemble consolidé		(163 408)	(660 151)
Part des participations ne donnant pas le contrôle		3 772	(92 930)
Part du Groupe		(167 180)	(567 221)
Part du Groupe :			
Résultat net par action ^(b)	7.2	(0,4)	(49,6)

^(a) Avant amortissements

^(b) Avant regroupement d'actions (Cf Note 7.1)

3.2 État du résultat global

<i>En milliers d'euros</i>	S1 2019	S1 2020
Résultat net de l'ensemble consolidé	(163 408)	(660 151)
Autres éléments du résultat global :		
Variation des écarts actuariels sur avantages postérieurs à l'emploi	(18 592)	(5 845)
Impôt correspondant à la variation des écarts actuariels sur avantages postérieurs à l'emploi	1 527	(270)
Éléments non recyclables en compte de résultat	(17 065)	(6 115)
Pertes et profits de conversion des états financiers des filiales en devise étrangère	41 587	(359 769)
Variation de juste valeur des instruments financiers de couverture	8 059	(13 389)
Impôt correspondant à la variation de juste valeur des instruments financiers de couverture	(88)	5 191
Éléments recyclables en compte de résultat	49 558	(367 967)
Total des autres éléments du résultat global (nets d'impôts)	32 494	(374 082)
Résultat global total	(130 914)	(1 034 233)
Part des participations ne donnant pas le contrôle	7 479	(126 555)
Part du Groupe	(138 393)	(907 678)

3.3 État des flux de trésorerie

<i>En milliers d'euros</i>	Notes	S1 2019	S1 2020
Résultat net consolidé (y compris participations ne donnant pas le contrôle)		(163 408)	(660 151)
Dotations nettes aux amortissements et provisions	3.6	176 505	584 133
Gains et pertes latents liés aux variations de juste valeur		(892)	(2 784)
Plus ou moins-values de cessions		4 524	1 361
Quote part de résultat net des sociétés mise en équivalence		580	1 020
Autres flux opérationnels		(279)	(355)
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt		17 030	(76 776)
Coût de l'endettement financier net	8.1	83 089	98 176
Charge d'impôt (y compris impôts différés)		22 366	30 276
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt		122 485	51 676
Intérêts versés		(90 409)	(101 666)
Impôts payés		(29 602)	(49 942)
Intérêts encaissés		7 238	3 488
Capacité d'autofinancement		9 712	(96 444)
Variation du Besoin en Fonds de Roulement lié à l'activité du tableau de flux de trésorerie	3.7	(116 733)	(98 881)
Flux nets de trésorerie générés par l'activité		(107 021)	(195 325)
Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles, incorporelles et biologiques	5.3	(36 272)	(63 095)
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles		2 256	896
Incidence des acquisitions (variations de périmètre)		(5)	-
Incidence des cessions (variations de périmètre)		1 650	41
Trésorerie des filiales cédées (variation de périmètre)		5	-
Autres flux liés aux opérations d'investissement		7	616
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement		(32 359)	(61 542)
Augmentation et diminution des fonds propres		51 804	-
Mouvements sur actions propres		(1 326)	(89)
Encaissements liés aux nouveaux emprunts	8.1.2	785 693	2 653 308
Remboursements d'emprunts	8.1.2	(701 126)	(2 690 337)
Remboursement des dettes de location		(15 603)	(15 547)
Autres flux liés aux opérations de financement		(2 955)	(1 879)
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement		116 487	(54 544)
Incidence de la variation des taux de change		6 197	(62 591)
Variation de la trésorerie		(16 696)	(374 002)
Trésorerie à l'ouverture		737 049	1 793 635
Trésorerie à la clôture		720 355	1 419 633
Variation		(16 696)	(374 002)

Le tableau de flux de trésorerie est effectué sur la base de la trésorerie détaillée en Note 8.1, nette des découverts et des concours bancaires courants dont l'échéance est inférieure à 3 mois à l'origine.

Réconciliation de la trésorerie du tableau des flux de trésorerie et du bilan – année 1er semestre 2020

<i>En milliers d'euros</i>	<i>Note</i>	31/12/2019	Variation	30/06/2020
Trésorerie et équivalents de trésorerie (1)	8.1	1 793 843	(373 434)	1 420 409
Concours bancaires courants (2)	8.1	208	568	776
Trésorerie (3)=(1)-(2)		1 793 635	(374 002)	1 419 633

Réconciliation de la trésorerie du tableau des flux de trésorerie et du bilan – année 1er semestre 2019

<i>En milliers d'euros</i>		31/12/2018	Variation	30/06/2019
Trésorerie et équivalents de trésorerie (1)		739 576	(10 431)	729 146
Concours bancaires courants (2)		2 527	6 265	8 792
Trésorerie (3)=(1)-(2)		737 049	(16 696)	720 354

3.4 État de la situation financière du Groupe Vallourec

En milliers d'euros	Notes	31/12/2019	30/06/2020
Actifs non courants			
Immobilisations incorporelles nettes	5.1	63 405	58 047
Écarts d'acquisition	5.1	363 983	25 740
Immobilisations corporelles nettes	5.1	2 642 079	2 265 657
Actifs biologiques		62 486	44 686
Sociétés mises en équivalence		129 421	127 873
Autres actifs financiers non courant	8.3	43 134	29 514
Autres actifs non courants		87 660	81 332
Impôts différés		248 582	206 916
Total		3 640 750	2 839 765
Actifs courants			
Stocks		987 975	963 469
Clients et comptes rattachés		638 120	600 338
Autres actifs financiers courant	8.3	7 221	18 028
Autres actifs courants		237 527	185 885
Trésorerie et équivalents de trésorerie	8.1	1 793 843	1 420 409
Total		3 664 686	3 188 129
Total actifs		7 305 436	6 027 894

En milliers d'euros	Notes	31/12/2019	30/06/2020
Capitaux propres			
Capitaux propres - part du Groupe	7.1	1 467 337	561 401
Intérêts attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle		512 708	386 080
Total des capitaux propres		1 980 045	947 481
Prêt actionnaire	8.4	20 560	15 759
Passifs non courants			
Emprunts et dettes financières	8.1	1 747 061	1 746 264
Engagements envers le personnel		227 787	220 379
Provisions		44 579	53 190
Impôts différés		9 499	9 786
Autres passifs financiers non courants	8.2	103 560	95 084
Autres passifs non courants		16 867	19 988
Total		2 149 353	2 144 691
Passifs courants			
		0	
Emprunts et concours bancaires courants	8.1	2 077 321	2 000 253
Provisions		120 999	92 910
Fournisseurs	3.7	579 739	503 534
Autres passifs financiers courants	8.2	48 119	44 127
Autres passifs courants		329 300	279 139
Total		3 155 478	2 919 963
Total des passifs et des capitaux propres		7 305 436	6 027 894

3.5 État de variation des capitaux propres, part du Groupe

	Capital	Primes	Réserves consolidées	Réserves de conversion	Réserves - variations de juste valeur des instruments financiers -nettes d'impôt	Actions propres	Résultat net de la période	Total capitaux propres - part du Groupe	Total Participations ne donnant pas le contrôle	Total capitaux propres
Situation au 31 décembre 2018	915 976	1 417 897	630 674	(648 459)	(9 342)	(2 034)	(502 455)	1 802 257	462 019	2 264 276
Variation des écarts de conversion	-	-	-	37 114	-	-	-	37 114	4 473	41 587
Instruments financiers	-	-	-	-	8 010	-	-	8 010	(38)	7 972
Gains et pertes actuariels sur engagements de retraite	-	-	(16 337)	-	-	-	-	(16 337)	(728)	(17 065)
Autres éléments du résultat global	-	-	(16 337)	37 114	8 010	-	-	28 787	3 707	32 494
Résultat au 31 mars 2019	0	0	0	0	0	0	(167 180)	(167 180)	3 772	(163 408)
Résultat global	-	-	(16 337)	37 114	8 010	-	(167 180)	(138 393)	7 479	(130 914)
Affectation du résultat 2018	-	-	(502 455)	-	-	-	502 455	-	-	-
Variation des actions propres	-	-	(2 079)	-	-	753	-	(1 326)	-	(1 326)
Dividendes distribués	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Paiements en actions	-	-	997	-	-	-	-	997	-	997
Autres et variations de périmètre	-	-	213	102	51	-	-	366	51 613	51 979
Situation au 30 juin 2019	915 976	1 417 897	111 013	(611 243)	(1 281)	(1 281)	(167 180)	1 663 901	521 111	2 185 012
Situation au 31 décembre 2019	915 976	1 417 897	106 000	(636 741)	2 912	(1 158)	(337 549)	1 467 337	512 708	1 980 045
Variation des écarts de conversion	-	-	-	(328 354)	-	-	-	(328 354)	(31 415)	(359 769)
Instruments financiers	-	-	-	-	(6 835)	-	-	(6 835)	(1 363)	(8 198)
Gains et pertes actuariels sur engagements de retraite	-	-	(5 268)	-	-	-	-	(5 268)	(847)	(6 115)
Autres éléments du résultat global	-	-	(5 268)	(328 354)	(6 835)	-	-	(340 457)	(33 625)	(374 082)
Résultat au 30 juin 2020	-	-	-	-	-	-	(567 221)	(567 221)	(92 930)	(660 151)
Résultat global	-	-	(5 268)	(328 354)	(6 835)	-	(567 221)	(907 678)	(126 555)	(1 034 233)
Affectation du résultat 2019	-	-	(337 549)	-	-	-	337 549	-	-	-
Variation des actions propres	-	-	(1 202)	-	-	1 113	-	(89)	-	(89)
Dividendes distribués	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Paiements en actions	-	-	1 774	-	-	-	-	1 774	-	1 774
Autres et variations de périmètre (*)	(915 747)	915 747	(508)	-	565	-	-	57	(73)	(16)
Situation au 30 juin 2020	229	2 333 644	(236 753)	(965 095)	(3 358)	(45)	(567 221)	561 401	386 080	947 481

(*) la ligne "Autres et variations de périmètre" au 30 juin 2020 correspond principalement à la réduction du nominal des actions (Cf Note 7.1).

3.6 État de variation des intérêts attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle

<i>En milliers d'euros</i>	Réserves consolidées	Réserves de conversion	Réserves - variations de juste valeur des instruments financiers - nettes d'impôt	Résultat net de la période	Total Participations ne donnant pas le contrôle
Situation au 31 décembre 2018	434 026	24 874	1 031	2 088	462 019
Variation des écarts de conversion		4 473			4 473
Instruments financiers			(38)		(38)
Gains et pertes actuariels sur engagements de retraite	(728)				(728)
Autres éléments du résultat global	(728)	4 473	(38)	-	3 707
Résultat 2019				3 772	3 772
Résultat global	(728)	4 473	(38)	3 772	7 479
Affectation du résultat net	2 088			(2 088)	-
Dividendes distribués					-
Autres et variations de périmètre	51 807	(194)			51 613
Situation au 30 juin 2019	487 193	29 153	993	3 772	521 111
Situation au 31 décembre 2019	485 875	28 406	981	(2 554)	512 708
Variation des écarts de conversion		(31 415)			(31 415)
Instruments financiers			(1 363)		(1 363)
Gains et pertes actuariels sur engagements de retraite	(847)				(847)
Autres éléments du résultat global	(847)	(31 415)	(1 363)	-	(33 625)
Résultat 2020				(92 930)	(92 930)
Résultat global	(847)	(31 415)	(1 363)	(92 930)	(126 555)
Affectation du résultat net	(2 554)			2 554	-
Dividendes distribués					-
Autres et variations de périmètre	(73)				(73)
Situation au 30 juin 2020	482 401	(3 009)	(382)	(92 930)	386 080

Annexe aux comptes consolidés de l'exercice clos le 30 juin 2020

En milliers d'euros (m€) sauf indications contraires.

1. Référentiel comptable et base d'élaboration des états financiers consolidés

1.1. Référentiel comptable

Les comptes consolidés intermédiaires du 30 juin 2020 ainsi que les notes y afférentes ont été arrêtés par le Directoire de Vallourec le 28 juillet 2020.

En application du Règlement n° 1606/2002 de la Commission européenne adopté le 19 juillet 2002 pour l'ensemble des sociétés cotées de l'Union européenne, les comptes consolidés intermédiaire sont établis en conformité avec le référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards) sur la base des normes et interprétations applicables à cette date.

Les principes comptables et méthodes d'évaluation appliqués sont identiques à ceux retenus pour les états financiers 2019, à l'exception des modifications éventuelles apportées par l'application des nouveaux textes obligatoire à compter du 1er janvier 2020.

Les comptes consolidés semestriels sont établis conformément à la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire ». Ils ne comportent donc pas l'intégralité des informations requises pour des états financiers annuels complets. À ce titre, ils doivent être lus conjointement avec les états financiers consolidés au 31 décembre 2019.

Les comptes intermédiaires ont pour objectif de fournir aux actionnaires et investisseurs une information pertinente sur les événements et transactions significatifs de la période. Cette information est donnée notamment à travers une sélection de notes annexes destinées à expliquer les évolutions significatives du bilan entre le 31 décembre 2019 et le 30 juin 2020 ainsi que sur les principales opérations ayant contribué à la formation du résultat du 1er semestre 2020. Les comptes intermédiaires ne comportent pas l'intégralité des informations requises pour des états financiers annuels complets et doivent être lus conjointement avec les états financiers du Groupe pour l'exercice clos le 31 décembre 2019 déposés auprès de l'AMF en date du 20 mars 2020 (disponibles sur le site internet de la Société www.vallourec.com).

1.1.1. Nouvelles normes d'application obligatoire

A compter du 1er janvier 2020, les textes d'application obligatoire concernent les :

- Amendements à IAS 39, IFRS 7 et IFRS 9 - Réforme des taux d'intérêt de référence
- Amendements à IAS 1 et IAS 8 : définition du terme significatif

Ces textes n'ont pas d'impact sur les comptes du Groupe.

1.1.2. Nouveaux textes non appliqués par anticipation

Le Groupe n'applique pas par anticipation les autres normes ou interprétations d'application obligatoire pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2020 ou ultérieurement.

1.2. Base d'évaluation et de présentation des états financiers consolidés

Estimation

La préparation des états financiers intermédiaires peut reposer dans une plus large mesure sur des estimations autres que les données financières annuelles pour la détermination de la valeur des actifs et des passifs, l'évaluation des aléas positifs et négatifs à la date de clôture, ainsi que les produits et charges de l'exercice.

L'établissement d'états financiers dans le référentiel IFRS conduit la Direction de Vallourec à effectuer des estimations et à formuler des hypothèses qui affectent la valeur comptable de certains éléments d'actifs et passifs, de produits et de charges, ainsi que certaines informations données dans les notes annexes. Les principales estimations et hypothèses sont décrites dans les notes aux états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2019. Ces hypothèses et estimations ont évolué sur le semestre pour tenir compte des impacts économiques de la crise Covid comme décrit dans la note 2.1.

Les comptes intermédiaires sont établis selon les mêmes règles et méthodes que celles retenues pour l'établissement des comptes annuels, à l'exception des changements de méthodes éventuellement intervenus au cours de l'exercice. Toutefois pour les comptes intermédiaires, et conformément à IAS 34, certaines évaluations, sauf indication contraire, peuvent reposer dans une plus large mesure sur des estimations autres que les données financières annuelles.

Le Groupe a revu principalement les estimations suivantes pour l'arrêté semestriel :

- La valeur recouvrable des écarts d'acquisition, des immobilisations incorporelles et corporelles (cf. Note 5) ;
- Les provisions pour litiges, pour contrats onéreux et pour restructuration et passifs éventuels (cf. Note 10) ;
- Les déficits reportables reconnus en actifs d'impôts différés (cf. Note 4).

Jugement

Outre l'utilisation d'estimations, la Direction du Groupe a fait usage de jugement pour définir le traitement comptable adéquat de certaines activités et transactions notamment lorsque les normes et interprétations IFRS en vigueur ne traitent pas de manière précise des problématiques comptables concernées.

En particulier, le Groupe a exercé son jugement pour l'évaluation de la nature du contrôle.

Taux de change

Les principaux cours de change utilisés (euro / devises) sont les suivants :

	USD	GBP	BRL	CNY
Au 31/12/2019				
Taux moyen	1,12	0,88	4,41	7,74
Taux clôture	1,12	0,85	4,52	7,82
Au 30/06/2020				
Taux moyen	1,10	0,87	5,41	7,75
Taux clôture	1,12	0,91	6,11	7,92

1.3. Particularités propres à l'établissement des états financiers intermédiaires

Saisonnalité

Le Groupe est soumis à l'effet de la saisonnalité de l'activité notamment concernant les jours de BFR : le niveau le plus élevé est généralement enregistré au premier trimestre et le plus faible au quatrième trimestre.

Impôt sur les bénéfices

Dans le cadre des arrêtés intermédiaires, la charge d'impôt (courante et différée) est calculée pour chaque entité fiscale en appliquant au résultat taxable de la période, hors élément exceptionnel significatif, le taux effectif moyen annuel estimé pour l'année en cours. Les éventuels éléments exceptionnels significatifs de la période sont comptabilisés avec leur charge d'impôt réelle.

Retraites

Le coût des retraites pour une période intermédiaire est calculé sur la base des évaluations actuarielles réalisées à la fin de l'exercice précédent. Ces évaluations sont le cas échéant ajustées pour tenir compte des réductions, liquidations ou autres événements non récurrents importants survenus lors de la période. Par ailleurs, les montants comptabilisés dans l'état de situation financière au titre des régimes à prestations définies sont ajustés en tenant compte de l'évolution des taux d'actualisation, de la juste valeur des actifs de couverture et des prestations réelles versées sur la période.

2. Faits significatifs de la période

2.1. Crise Covid-19 et adaptation du groupe

L'environnement dans lequel opère le Groupe a subi ces dernières semaines des changements importants.

L'épidémie de Covid-19 a entraîné des perturbations pour le Groupe et a conduit à des arrêts temporaires de production limités à partir de février 2020. Les actions engagées par le Groupe ont permis aux sites de production concernés de redémarrer rapidement dans le respect des décisions des autorités et des conditions de sécurité pour les équipes et afin de contenir l'impact financier de l'épidémie. Toutefois l'incertitude persiste quant à la durée de l'épidémie et son impact pour la société.

En mars 2020, les cours du pétrole ont fortement baissé principalement sous l'effet de la baisse de la demande en lien avec l'épidémie de Covid-19 entraînant des changements importants dans l'environnement dans lequel Vallourec opère et plus particulièrement en Amérique du Nord où de nombreux opérateurs du pétrole et gaz non conventionnel réduisent fortement leurs plans de forage. Dans ce contexte d'incertitude sur l'impact de ces facteurs sur la performance et les objectifs 2020, Vallourec a suspendu le 20 mars les prévisions précédemment communiquées.

En réponse à la chute importante et brutale d'activité prévue par ses clients pétroliers et gaziers, Vallourec a décidé dès fin mars d'un plan de réduction de ses effectifs en Amérique du Nord de plus de 900 postes dans l'ensemble des usines et des fonctions support et a poursuivi son plan d'adaptation en Europe et Vallourec a mis un contrôle strict de ses dépenses (gel des embauches, interdiction de déplacements et mesures de chômage partiel).

2.2. Risque de liquidité et continuité d'exploitation

Au 30 juin 2020, le Groupe disposait de lignes de crédits bancaires confirmées d'un montant de 1 934 millions d'euros, dont 123 millions d'euros non-utilisées, et de la trésorerie à hauteur de 1 420 millions d'euros. Ainsi, le Groupe disposait de liquidités à hauteur de 1 543 millions d'euros.

Comme mentionné en Note 8.1., 100 millions d'euros de lignes de crédit viennent à échéance en juillet 2020 et 1 724 millions d'euros sont à échéance en février 2021. Les tirages sur ces lignes de crédit devront donc être remboursés au plus tard à ces échéances.

Ce contexte avait conduit le Groupe à annoncer le 19 février 2020 un projet d'augmentation de capital de 800 millions d'euros accompagné d'une nouvelle ligne bancaire de 800 millions d'euros. Cette opération a été approuvée par l'Assemblée générale en date du 6 avril 2020. Toutefois compte tenu du nouvel environnement et des conditions de marché détériorées dans le contexte de la crise Covid, ces opérations de refinancement n'ont pas pu être réalisées.

Vallourec poursuit des discussions notamment avec ses actionnaires de référence et ses banques, afin de définir un nouveau dispositif de refinancement tenant compte des conséquences de la crise Covid et des marchés pétroliers sur son activité, et lui permettant de traiter ses échéances à venir et de rééquilibrer sa structure financière.

Sur cette base, la direction a arrêté les comptes en application du principe de continuité d'exploitation.

Toutefois, cette situation génère une incertitude significative sur la continuité d'exploitation car, si ces discussions n'aboutissaient pas, la société pourrait ne pas être en mesure de réaliser ses actifs et de régler ses dettes dans le cadre normal de son activité

3. Activités opérationnelles

Le Groupe Vallourec est un leader mondial des solutions tubulaires premium destinées principalement aux marchés du Pétrole et gaz, de l'Industrie et de l'Énergie électrique. Implanté depuis ses origines en France et en Allemagne, Vallourec occupe des positions de tout premier plan aux États-Unis, au Brésil, en Europe, au Moyen-Orient et en Asie. Le Groupe fournit une large gamme de solutions tubulaires premium, c'est-à-dire de haute performance et dont la fabrication requiert une maîtrise technologique et industrielle importante, accompagnée de services complémentaires spécialisés permettant aux clients de profiter d'une offre complète de solutions innovantes.

3.1. Information sectorielle

Les tableaux suivants présentent, pour chaque secteur opérationnel, des informations sur les produits et les résultats ainsi que certaines informations relatives aux actifs, aux passifs et aux investissements pour les premiers semestres 2020 et 2019.

Informations sur les résultats, les actifs et les passifs par secteur opérationnel

SITUATION AU 30 JUIN 2020	Tubes sans soudure	Speciality products	Holdings & divers	Opérations inter-secteurs	Total
COMPTE DE RÉSULTAT					
Chiffre d'affaires (*)	1 675 668	19 558	302	-	1 695 528
Résultat brut d'exploitation	126 689	(5 658)	(9 757)	-	111 274
Amortissements industriels	(134 368)	(1 811)	(2 270)	-	(138 449)
Dépréciations d'actifs et d'écarts d'acquisition	(323 201)	-	(104 000)	(13 766)	(440 967)
Cessions d'actifs, restructuration et éléments non récurrents	(66 186)	4	20 413	-	(45 769)
Résultat d'exploitation	(397 066)	(7 465)	(95 614)	(13 766)	(513 911)
Produits non répartis					3 490
Charges non réparties					(118 435)
Résultat avant impôts					(628 856)
Impôts sur les bénéfices					(30 276)
Quote part dans les résultats nets des sociétés mises en équivalence					(1 019)
Résultat net de l'ensemble consolidé					(660 151)
BILAN	-	-	-	-	-
Actifs non courants	2 868 187	59 181	4 184 961	(4 272 564)	2 839 765
Actifs courants	1 703 062	45 100	66 169	(46 611)	1 767 720
Trésorerie et équivalents de trésorerie	432 171	426	1 572 948	(585 136)	1 420 409
Actifs destinés à être cédés et activités abandonnées	-	-	-	-	-
TOTAL ACTIFS	5 003 420	104 707	5 824 078	(4 904 311)	6 027 894
FLUX	-	-	-	-	-
Investissements incorporels, corporels et biologiques	54 644	711	1 809	-	57 164

(*) Ventes à des clients externes

SITUATION AU 30 JUIN 2019	Tubes sans soudure	Speciality products	Holdings & divers	Opérations inter-secteurs	Total
COMPTE DE RÉSULTAT					
Chiffre d'affaires (*)	2 101 964	6 400	636	-	2 109 000
Résultat brut d'exploitation	186 975	(9 191)	(8 910)	-	168 874
Amortissements industriels	(150 352)	(2 653)	(1 660)	-	(154 665)
Dépréciations d'actifs et d'écarts d'acquisition	35	(21 388)	-	-	(21 353)
Cessions d'actifs, restructuration et éléments non récurrents	(11 832)	-	392	-	(11 441)
Résultat d'exploitation	24 826	(33 232)	(10 178)	-	(18 584)
Produits non répartis					(7 321)
Charges non réparties					(129 199)
Résultat avant impôts					(140 462)
Impôts sur les bénéfices					(22 366)
Quote part dans les résultats nets des sociétés mises en équivalence					(580)
Résultat net de l'ensemble consolidé					(163 408)
BILAN					
Actifs non courants	3 629 252	66 136	4 401 179	(4 381 390)	3 715 177
Actifs courants	2 057 353	47 384	103 906	(87 792)	2 120 851
Trésorerie et équivalents de trésorerie	526 925	383	831 341	(629 503)	729 145
TOTAL ACTIFS	6 213 530	113 903	5 336 426	(5 098 686)	6 565 173
FLUX					
Investissements incorporels, corporels et biologiques	34 827	131	194	-	35 152

(*) Ventes à des clients externes

Zones géographiques

Les tableaux suivants présentent, par zone géographique, des informations sur le chiffre d'affaires (par zones géographiques d'implantation des clients), les investissements ainsi que certaines informations relatives aux actifs (par zones d'implantation des sociétés).

2020	Europe	Amérique du Nord	Amérique du Sud	Asie	Reste du Monde	Total
Chiffre d'affaires						
Ventes à des clients externes	266 585	481 563	323 065	466 662	157 653	1 695 528
Bilan						
Immobilisations incorporelles, corporelles, biologiques et écarts d'acquisition (nettes)	436 636	1 020 072	655 706	274 767	6 949	2 394 130
Flux						
Investissements incorporels, corporels et biologiques	(17 044)	(11 491)	(24 011)	(4 544)	(73)	(57 163)

30 juin 2019	Europe	Amérique du Nord	Amérique du Sud	Asie	Reste du Monde	Total
Chiffre d'affaires						
Ventes à des clients externes	310 276	668 065	329 419	549 166	252 074	2 109 000
Bilan						
Immobilisations incorporelles, corporelles, biologiques et écarts d'acquisition (nettes)	551 780	1 389 065	921 811	296 601	1 536	3 160 793
Flux						
Investissements incorporels, corporels et biologiques	12 189	6 962	13 516	2 465	19	35 152

3.2. Résultat brut d'exploitation

Le résultat brut d'exploitation se détaille comme suit :

	S1 2019	S1 2020
Chiffre d'affaires	2 109 000	1 695 528
Coûts industriels des produits vendus	(1 727 683)	(1 398 149)
dont coûts directs sur ventes	(118 881)	(107 543)
dont coûts des matières premières consommées	(686 315)	(517 093)
dont coûts de main-d'œuvre	(386 363)	(336 308)
dont autres coûts industriels ^(a)	(519 138)	(403 613)
dont variation de stocks part non matière	(16 986)	(33 592)
Coûts administratifs, commerciaux et de recherche	(198 039)	(173 366)
dont frais de recherche et développement	(25 466)	(20 549)
dont frais commerciaux et dépenses de marketing	(38 948)	(35 465)
dont frais généraux et administratifs	(133 625)	(117 352)
Autres	(14 404)	(12 739)
dont intéressement, participation et autres	(12 897)	(8 816)
dont autres charges et produits	(1 507)	(3 923)
Total des coûts brut d'exploitation	(1 940 126)	(1 584 254)
Résultat brut d'exploitation	168 874	111 274

^(a) Les « autres coûts industriels » sont constitués principalement des coûts d'énergie et des matières consommables, des coûts de sous-traitance et de maintenance, et des provisions.

Charges de personnel

Les charges de personnel s'élèvent à 421 millions d'euros au 30 juin 2020 contre 488 millions d'euros au 30 juin 2019.

3.3. Amortissements

Le détail des amortissements est le suivant :

	S1 2019	S1 2020
Amortissements industriels	(125 572)	(110 849)
Amortissements des droits d'utilisation	(15 661)	(14 369)
Amortissements des immobilisations affectées à la Recherche et Développement	(4 472)	(4 365)
Amortissements - contrats et départements commerciaux	(553)	(583)
Amortissements - frais généraux et administratifs	(8 407)	(8 283)
Total des amortissements	(154 665)	(138 449)

3.4. Dépréciations d'actif et d'écart d'acquisition

	S1 2019	S1 2020
Immobilisations corporelles	(21 353)	(104 535)
Ecart d'acquisition	-	(336 432)
Total	(21 353)	(440 967)

Les tests de dépréciation réalisés au 30 juin 2020 (Note 5.2) ont conduit à doter une dépréciation des actifs corporels amortissables de 104 millions d'euros, principalement dans l'UGT Europe (95 millions d'euros), et une dépréciation de 336 Millions d'euros sur les actifs incorporels non amortissables (écart d'acquisition), soit 14 millions d'euros dans l'UGT Europe et 356 millions de dollars dans l'UGT North America (323 millions d'euros convertis au taux du premier semestre).

3.5. Cessions d'actif, restructuration et éléments non récurrent

	S1 2019	S1 2020
Mesures d'adaptation (net des dépenses et provisions)	(10 878)	(43 983)
Résultats de cessions d'actifs immobilisés et autres éléments non récurrents	(562)	(1 786)
Total	(11 440)	(45 769)

Au cours du 1er semestre 2020, les mesures d'adaptation (44 millions d'euros dont 10 millions de dotations aux provisions) correspondent principalement aux départs en Allemagne (indemnités de licenciements et de fin de contrat, pré-retraite, diverses mesures sociales), et aux coûts du plan de restructuration de plus de 900 personnes en Amérique du Nord mis en œuvre au cours du semestre, ainsi que des charges d'adaptation au Brésil.

3.6. Réconciliation des dotations nettes avec le tableau de flux de trésorerie

	Notes	S1 2019	S1 2020
Amortissements	3.3	(154 665)	(138 449)
Dépréciations d'actifs et d'écarts d'acquisition	3.4	(21 353)	(440 967)
Dotations aux provisions nettes de reprises incluses dans le résultat brut d'exploitation		(8 655)	7 721
Dotations aux provisions nettes de reprises incluses dans les cessions d'actifs, restructuration et éléments non récurrents		14 198	(10 426)
Dotations aux provisions nettes de reprises incluses dans le résultat financier		(6 030)	(2 012)
Total		(176 505)	(584 133)
Dotations nettes aux amortissements et provisions du tableau de flux		176 505	584 133

3.7. Réconciliation du besoin en fonds de roulement

L'évolution du besoin en fonds de roulement au cours de l'exercice 2020 est la suivante:

Valeurs brutes	31/12/2019	Ecart de conversion	Variation	Reclassement et autres	30/06/2020
Stocks	1 122 361	(72 065)	46 703	1 525	1 098 524
Créances clients	644 071	(46 166)	10 803	847	609 555
Fournisseurs	(579 739)	17 302	59 416	(512)	(503 534)
Besoin en Fonds de Roulement	1 186 693	(100 929)	116 922	1 859	1 204 546
Autres créances et dettes	5 091	(12 606)	(19 099)	11 139	(15 475)
Besoin en Fonds de Roulement lié à l'activité	1 191 784	(113 535)	97 823	12 999	1 189 071
Impact des instruments financiers de couverture			1 058		
Total			98 881		
Variation du Besoin en Fonds de Roulement lié à l'activité du tableau de flux de trésorerie			(98 881)		

4. Impôts

RAPPROCHEMENT IMPOT THEORIQUE ET IMPOT REEL

	S1 2019	S1 2020
Charge courante d'impôts	(33 923)	(36 643)
Impôts différés	11 557	6 367
Charge nette (-), Produit net (+)	(22 366)	(30 276)
Résultat des sociétés intégrées	(162 828)	(659 131)
Charge d'impôts	(22 366)	(30 276)
Résultat des sociétés intégrées avant impôts	(140 462)	(628 855)
Taux d'imposition légal société consolidante	34,43%	32,02%
Impôt théorique	(48 361)	201 359
Impact des principaux déficits reportables	(56 368)	(101 616)
Impact des différences permanentes	(6 425)	(116 796)
Autres impacts	597	(2 989)
Impact des différences de taux d'imposition	(8 531)	(10 234)
Charge nette (-), Produit net (+)	(22 366)	(30 276)
Taux d'imposition réel	-16%	-5%

Le taux de 5 % s'explique principalement par des éléments détaillés ci-dessous :

- L'impact des déficits reportables et des différences temporaires s'analyse principalement par la non-reconnaissance des impôts différés actifs (IDA) de l'exercice en France, en Allemagne et aux Etats Unis.
- Les différences de taux d'imposition reflètent principalement la diversité des taux d'impôt appliqués dans chaque pays (Allemagne 31,6 %, États-Unis 21 %, Brésil 34,0 % et Chine 25,0 %, Arabie Saoudite 20 %).
- Les différences permanentes résultent principalement des dépréciations de perte de valeur sur les écarts d'acquisition constatées au 30 juin.

5. Écarts d'acquisition, actifs incorporels et corporels et actifs biologiques

5.1. Évolution de la valeur nette comptable

	31/12/2019			30/06/2020		
	Valeur brute	Amortissements et pertes de valeur	Valeur nette	Valeur brute	Amortissements et pertes de valeur	Valeur nette
Écarts d'acquisition	560 612	(196 629)	363 983	553 758	(528 018)	25 740
Immobilisations incorporelles	576 645	(513 240)	63 405	570 637	(512 590)	58 047
Immobilisations corporelles (a)	5 850 221	(3 208 142)	2 642 079	5 558 502	(3 292 845)	2 265 657
Actifs biologiques	84 468	(21 982)	62 486	64 976	(20 290)	44 686

(a) dont 116 millions d'euros de droits d'utilisation nets au 30 juin 2020

	Vallourec do Brasil	Vallourec North America	Vallourec Europe	Total
Au 31/12/2018	34 305	310 562	13 549	358 416
Effet des variations de change	(498)	5 971	94	5 567
Au 31/12/2019	33 807	316 533	13 643	363 983
Dotation sur l'exercice	-	(322 665)	(13 766)	(336 431)
Effet des variations de change	(8 067)	6 132	123	(1 812)
Au 30/06/2020	25 740	-	-	25 740

5.2. Tests de pertes de valeur

L'industrie pétrolière et gazière a connu des perturbations importantes au cours du premier semestre de 2020, la baisse de la demande mondiale de pétrole entraînée par la pandémie de COVID-19 a conduit à une baisse significative des prix du pétrole. Dans ce contexte, certains opérateurs Oil & Gas, particulièrement en Amérique du nord, ont annoncé leur intention de baisser de manière significative leurs investissements.

Le groupe a analysé cette situation comme représentative d'un indice de perte de valeur, le conduisant à mettre à jour les tests de perte de valeur réalisés au 31 décembre 2019 afin de considérer l'impact de la baisse attendue de l'activité sur les années à venir et les effets à long terme des plans d'économie engagés, notamment en Amérique du nord.

À moyen terme, le groupe anticipe un impact défavorable de la crise actuelle avec une baisse des commandes, compensée en partie par l'ajustement de la structure de coûts aux conditions du marché et aux niveaux d'activité actuels. Par ailleurs, le groupe entend conserver sur sa base de coûts fixes le bénéfice des mesures d'adaptation mises en œuvre au-delà de la période de crise, contribuant ainsi à renforcer sa rentabilité à long terme.

Flux futurs de trésorerie

Les prévisions retenues sont celles du plan stratégique à 5 ans révisé à fin juin 2020 et présenté au Conseil de Surveillance le 21 juillet 2020. Il s'appuie sur des hypothèses macroéconomiques par marché, basées sur des sources externes (prévisions d'investissements E&P Oil & Gas par régions, prix du baril et du gaz, devises, matières premières, inflation, ...). Il est notamment tenu compte de plusieurs sources externes telles qu'AIE, IHS ou encore Wood Mackenzie qui permettent d'estimer les volumes d'investissements E&P Oil & Gas par régions. Sur la base de ces éléments, les régions, sous la coordination des départements centraux Développement et Innovation (D&I) et Technologie et Industrie (T&I) établissent leurs prévisions de ventes (volumes et prix).

Il convient de noter que la majeure partie de notre chiffre d'affaires est issu de la vente de tubes sans soudure et de connexions pour l'industrie pétrolière (tubing et casing pour les puits de pétrole et de gaz, pipelines, tubes de raffinage et pétrochimie...). Le comportement de nos clients peut différer en fonction de leur propre business model et de la manière dont ils s'adaptent structurellement à l'évolution des prix (structure de coûts, politique de stocks, aversion au risque, portefeuille de projet, capacité de financement). L'expérience et la connaissance de nos équipes sont déterminantes dans l'élaboration de nos prévisions.

Les calculs d'évaluation ont été réalisés avec la même méthodologie que celle décrite dans les notes annexes aux états financiers consolidés 2019.

Les taux de croissance à l'infini ainsi que les taux d'actualisation ont été revus au 30 juin 2020. Ces paramètres ont été calculés en cohérence avec la devise des flux futurs de trésorerie des UGTs. Les taux de croissance à l'infini découlent des prévisions d'inflation à long terme de la devise retenue pour chaque UGT.

Les taux d'actualisation retenus s'élèvent à 9,5 % pour l'UGT Vallourec Europe, 9,7 % pour Vallourec North America et 13 % pour Vallourec do Brasil contre respectivement 8,4 %, 8,8 % et 11,1 % fin 2019.

Résultats des tests de dépréciations

Les UGTs qui présentent une sensibilité forte à une variation des paramètres (taux de croissance, taux d'actualisation, RBE...) sont les UGTs Vallourec Europe et Vallourec North America. Les analyses de sensibilité sont présentées ci-après.

Pour l'UGT Vallourec do Brasil, la valeur recouvrable excède fortement la valeur comptable et aucune variation raisonnablement possible des hypothèses du test ne conduirait à une dépréciation au 30 juin 2020.

Tests de sensibilité

Les analyses de sensibilité présentées dans le tableau ci-dessous ont été calculées en faisant varier un paramètre unique.

<i>Analyse des UGTs (en millions d'Euros)</i>	Vallourec Europe	Vallourec North America (a)
Actifs nets		
- Dont courants	193	122
- Dont non courants	785	1 337
Bases testées au 30.06.2020	978	1 459
Valeur d'utilité de l'UGT	869	1 142
Perte de valeur	(109)	(317)
Dont perte sur écart d'acquisition	(14)	(317)
Dont perte sur immobilisations corporelles	(95)	

<i>Analyse des sensibilités des UGT (en millions d'Euros)</i>			
Sensibilité au taux d'actualisation	+ 0,5 pt	812	1 066
	- 0,5 pt	934	1 266
Sensibilité du RBE	- 10 % par an	755	967
	+ 10 % par an	982	1 316
Sensibilité au taux EUR/USD	+ 5 cts	416	1 093
	- 5 cts	1 314	1 195
Sensibilité sur le taux de croissance à l'infini	+ 0,5 pt	910	1 195
	- 0,5 pt	832	1 094

^(a) Tests réalisés en dollars et perte de valeur (356 millions de dollars) convertis en euros au taux de clôture.

Le tableau ci-dessus fait apparaître que les flux de l'UGT sont sensibles aux variations de la valeur de leurs transactions à l'export libellées dans une autre monnaie que celle du pays de leur implantation (principalement USD).

5.3. Réconciliation des décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations du tableau de flux

	S1 2019		S1 2020	
	Incorporels et corporels	Biologiques	Incorporels et corporels	Biologiques
Acquisition d'immobilisations incorporelles	1 033	-	406	-
Acquisition d'immobilisations corporelles	29 809	4 310	53 766	2 991
Total des investissements industriels	30 842	4 310	54 172	2 991
Variation des dettes sur immobilisations et des apports des partenaires	1 120	-	5 932	-
Total	31 962	4 310	60 104	2 991
Tableau de trésorerie : investissements décaissés au cours de l'année s'élèvent à :	36 272		63 095	

6. Opérations réalisées avec les parties liées

Les opérations avec les parties liées concernent principalement les achats de ronds d'acier à HKM, produits utilisés comme matières premières dans la fabrication par les laminoirs européens de Vallourec Deutschland et Vallourec Tubes France pour un montant de 132 millions d'euros au premier semestre 2020.

7. Capitaux propres, paiement en action et résultat par action

7.1. Capitaux propres – part du Groupe

Le capital de Vallourec est composé de 11 449 694 actions ordinaires au nominal de 0,02 euros entièrement libérés. Le 23 avril 2020, Vallourec annoncé le lancement du regroupement de ses actions par voie d'échange de 40 actions existantes contre 1 action nouvelle, approuvé par les actionnaires de la Société réunis en Assemblée Générale Mixte le 6 avril 2020. Le nombre d'actions est passé de 457 987 760 à 11 449 694 actions.

Le montant définitif de la réduction de capital s'est élevé à 915 746 526,12. Cette somme a été affectée au compte « Primes » et n'est pas distribuable. Cet ajustement technique est sans impact sur la valeur des titres Vallourec détenus par les actionnaires et sur celle des capitaux propres.

7.2. Paiement en action

Plans de souscription d'actions

Caractéristiques des plans

En ce qui concerne les caractéristiques des plans conclus avant le 30 juin 2020, se référer aux états financiers consolidés du Groupe pour l'exercice clos le 31 décembre 2019.

Évolution du nombre d'options en cours de validité

Pour l'ensemble de ces plans, l'évolution du nombre d'options en cours de validité est la suivante :

<i>En nombre d'options</i>	S1 2020
Options en circulation au 1er janvier	137 039
Options exercées	-
Options devenus caduques	-
Options radiées	(61 406)
Options distribuées sur l'exercice	80 407
Options en circulation au 31 décembre	156 040
Dont options pouvant être exercées	51 036

Les chiffres reportés correspondent aux nombres d'options attribués à l'origine avec un coefficient de performance 1 pour les plans en cours d'acquisition et aux nombres réels attribués pour les plans arrivés à maturité.

Valorisation du nouveau plan mis en place au cours du semestre (a)

	Plan 2020
Prix de l'action à la date d'attribution	41,94 €
Volatilité ^(b)	32%
Taux sans risque ^(c)	0,03%
Prix d'exercice	37,36 €
Taux de dividendes ^(d)	3%
Juste valeur de l'option ^(e)	10,30 €

^(a) Pour évaluer la juste valeur des options accordées, le modèle binomial de projection des cours a été utilisé.

^(b) La volatilité correspond à une volatilité historique observée sur une période correspondant à la durée de vie des plans.

^(c) Le taux sans risque correspond au taux zéro-coupon (source : Institut des Actuaire).

^(d) Les taux de dividendes attendus ont été définis sur la base des anticipations des analystes et de la politique de dividendes du Groupe.

^(e) La juste valeur pour le Directoire et l'Operational Committee est de 10,30 euro pour le plan 2020.

Plans d'attribution d'actions de performance

Caractéristiques des plans

En ce qui concerne les caractéristiques des plans conclus avant le 30 juin 2020, se référer aux états financiers consolidés du Groupe pour l'exercice clos le 31 décembre 2019.

Pour l'ensemble des plans, l'évolution du nombre d'actions en cours d'acquisition est la suivante :

En nombre d'actions	S1 2020
Nombre d'actions en cours d'acquisition au 1er janvier	64 470
Actions livrées sur l'année	(12 448)
Actions annulées	(4 569)
Actions attribuées sur l'année	34 090
Nombre d'actions en cours d'acquisition au 31 décembre	81 543

Les chiffres reportés correspondent aux nombres d'actions avec un coefficient de performance 1 pour les plans en cours d'acquisition et aux nombres réels attribués pour les plans arrivés à maturité.

Les caractéristiques des plans intervenus depuis le 1^{er} janvier 2020 sont les suivantes :

Valorisation des plans ^(a)	Plan 2020
Prix de l'action à la date d'attribution	41,94 €
Taux sans risque ^(b)	-0,52%
Taux de dividendes ^(c)	3%
Juste valeur de l'action	38,28 €

^(a) Pour évaluer la juste valeur des actions accordées, le modèle binomial de projection des cours a été utilisé. L'avantage du salarié correspond à la juste valeur de l'action attribuée, tenant compte de l'impossibilité de percevoir les dividendes pendant la période d'acquisition et du coût pour le salarié induit par l'incessibilité du titre pendant la période de conservation.

^(b) Le taux sans risque correspond au taux zéro-coupon (source : Institut des Actuaire).

^(c) Les taux de dividendes attendus ont été définis sur la base des anticipations des analystes (information externe) et de la politique de dividendes du Groupe.

Vallourec a acquis 2500 actions au cours du semestre 2020 en couverture de ces plans d'attribution d'action pour un montant de 89 milliers d'euros.

7.3. Résultat par action

Le résultat net par action en euro s'élève à -49,60 euros par action au premier semestre 2020 (après regroupement d'actions cf. Note 7.1), contre -0,4 euros par action, tel que publié au premier semestre 2019, soit 14,6 euros recalculé après regroupement d'actions. Le résultat net dilué par action en euro (après effet de la dilution des plans d'options et d'actions de performance) s'élève à -49,60 euros par action au premier semestre 2020, contre -0,4 euros par action au premier semestre 2019.

8. Financement et instruments financiers

8.1. Endettement financier net

	31/12/2019			30/06/2020		
	Total	Non courant	Courant	Total	Non courant	Courant
Emprunts obligataires	1 726 538	1 726 538	-	1 731 139	1 731 139	-
Emprunts auprès des établissements de crédit	1 737 712	20 142	1 717 570	1 834 014	14 872	1 819 142
Autres emprunts et dettes assimilées	359 924	382	359 543	180 588	253	180 335
Concours bancaires courants	208	-	208	776	-	776
Total emprunts et dettes financières courant et non courant	3 824 382	1 747 061	2 077 321	3 746 517	1 746 264	2 000 253
Valeurs mobilières de placement	925 505	-	925 505	720 893	-	720 893
Disponibilités	868 338	-	868 338	699 516	-	699 516
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 793 843	-	1 793 843	1 420 409	-	1 420 409
Endettement financier net	2 030 539	1 747 061	283 478	2 326 108	1 746 264	579 844

8.1.1. Évolutions significatives

Au cours du premier semestre 2020, 194 millions d'euros de lignes de crédit confirmée sont tombées à échéance. L'amortissement de ces lignes a entraîné par conséquent le remboursement d'une partie des montants tirés.

Les autres évolutions significatives concernent principalement des remboursements de billets de trésorerie qui sont tombés à échéance au cours du premier semestre. Au 30 juin 2020, Vallourec S.A. avait un encours de 18,4 millions d'euros pour des maturités d'un an au plus, soit une diminution de l'encours de 91,6 millions d'euros par rapport au 31 décembre 2019. Ce programme de billets de trésorerie était noté B par Standard & Poor's.

Lignes de crédit

<i>Lignes de crédit confirmées (en millions d'euros)</i>	Montant	échéance initiale	échéance étendue	Montant tiré au 30 juin 2020
Ligne de 1,1 milliard € - Février 2014	1 034	févr.-19	fév. 2021 pour 1 034 M€	1 029
Bilatérale de 90 millions € - Juin 2015	90	févr.-19	févr. 2021 pour 90 M€	89
Ligne de 400 millions € - Septembre 2015	400	juil.-19	juil. 2020 pour 100 M€ fév. 2021 pour 300 M€	396
Ligne de 450 millions € - Mai 2016	300	févr.-20	fév. 2021 pour 300 M€	297
Bilatérale de 110 millions € - Mai 2018 - BEI en faveur des projets de R&D et de Digitalisation	110	avr.-27	-	-
TOTAL	1 934			1 811

Covenant applicable aux lignes de crédit

L'ensemble de ces contrats de financements bancaires prévoit le respect par Vallourec d'un ratio de dettes financières nettes consolidées sur fonds propres consolidés (« covenant bancaire ») inférieur ou égal à 100 %, calculé sur la base des comptes au 31 décembre publiés chaque année. Tel que défini dans les contrats bancaires, le ratio de covenant bancaire est le rapport entre l'endettement net consolidé du Groupe (y inclus la dette de location financement et le prêt d'actionnaire au Brésil) sur les capitaux propres du Groupe retraités des gains et pertes sur produits dérivés et des réserves de conversion (gains et pertes sur les filiales consolidées en devises).

Au 30 juin 2020, le ratio d'endettement retraité (« covenant bancaire ») tel que défini dans les contrats bancaires et testé une fois par an le 31 décembre, est estimé à 124% :

Covenant bancaire	31/12/2019	30/06/2020
Dettes nettes (hors dette de location-financement)	2 030 539	2 326 108
Dettes de location-financement	50 042	34 502
Dettes nettes	2 080 581	2 360 610
Prêt actionnaire	20 560	15 759
Dettes nettes retraitées (1)	2 101 141	2 376 369
Capitaux propres	1 980 045	947 481
Réserves de conversion - part du Groupe ^(a)	608 335	968 104
Réserves - variations de juste valeur des instruments financiers ^(a)	(3 893)	3 818
Capitaux propres retraités (2)	2 584 487	1 919 403
Ratio du covenant bancaire retraité (1)/(2)	81%	124%

^(a) y compris minoritaires

Au 30 juin 2020, la position de liquidité à court terme de Vallourec, au regard du covenant bancaire, reste inchangée. En effet, cette estimation du covenant bancaire n'entraîne pas contractuellement l'exigibilité des 1 811 millions d'euros tirés au 30 juin 2020. De plus, cette estimation n'affecte pas la capacité de Vallourec à tirer sur ses lignes bancaires confirmées en 2020.

Covenant applicable aux emprunts obligataires

Ces emprunts obligataires ont permis de diversifier et d'augmenter le montant et la maturité des ressources financières du Groupe.

Ces emprunts obligataires comportent notamment une clause de changement de contrôle susceptible d'entraîner le remboursement anticipé obligatoire à la demande de chaque porteur d'obligations en cas de changement de contrôle de la Société (au profit d'une personne ou d'un Groupe de personnes agissant de concert) entraînant une dégradation de la notation financière du Groupe Vallourec.

En outre, ces obligations peuvent faire l'objet d'une demande de remboursement anticipé en cas de survenance de certains cas de défaillance usuels pour ce type de transaction, ainsi que des demandes de remboursement anticipées au gré de la Société ou du porteur, dans certains cas notamment de changement de situation de Vallourec ou de fiscalité

8.1.2. Résultat financier

	S1 2019	S1 2020
Produits financiers		
Revenus de valeurs mobilières de placement	7 383	3 906
Produits sur cessions de valeurs mobilières de placement	(62)	(416)
Total	7 321	3 490
Charges d'intérêts	(90 410)	(101 666)
Coût financier net	(83 089)	(98 176)
Autres charges et produits financiers		
Revenu des titres, prêts et créances	761	583
Pertes (-) ou profits (+) de change et variation du report / déport	(17 890)	(14 444)
Dotations aux provisions, nettes de reprises	(2 459)	(416)
Autres charges et produits financiers	3 244	15 162
Total	(16 344)	885
Charges d'intérêt sur contrats de location	(17 814)	(15 418)
Autres charges d'actualisation		
Charges financières d'actualisation sur retraites	(3 571)	(1 597)
Produits financiers d'actualisation des éléments d'actifs et de passifs	(1 060)	(639)
Total	(4 631)	(2 236)
Résultat financier	(121 878)	(114 945)

Les « autres charges et produits financiers » constatés au cours du premier semestre 2020 concernent principalement des éléments non récurrents (charges au titre de primes d'options payées et produit perçu au titre du déboucement d'un litige datant de 2010 (impact de l'inflation sur les intérêts de prêts obligatoires remboursés par Eletrobras, fournisseur d'électricité au Brésil).

8.1.3. Réconciliation des passifs financiers avec le tableau des flux de trésorerie

	31/12/2019	Ecart de conversion	Encaissements liés aux nouveaux emprunts	Remboursements d'emprunts	Reclassement courant/non courant et autres	30/06/2020
Passifs financiers non courant	1 747 061	(5 219)	4 819	(141)	(256)	1 746 264
Passifs financiers courant	2 077 321	(53 300)	2 648 424	(2 690 196)	18 004	2 000 253
Passifs financiers (1)	3 824 382	(58 519)	2 653 243	(2 690 337)	17 748	3 746 517
Impact des instruments financiers de couverture et autres (2)			65	-		
Total (1)+(2)			2 653 308	(2 690 337)		
Variation des passifs financiers du Tableau de trésorerie			2 653 308	(2 690 337)		

8.2. Autres passifs financiers

Les autres passifs financiers sont essentiellement constitués des dettes de location et d'instruments dérivés.

	31/12/2019			30/06/2020		
	Total	Non courant	Courant	Total	Non courant	Courant
Dettes de location	133 684	103 560	30 124	122 089	95 084	27 005
Instruments dérivés	17 995		17 995	17 122		17 122
Total	151 679	103 560	48 119	139 211	95 084	44 127

8.3. Autres actifs financiers

	31/12/2019			30/06/2020		
	Total	Non courant	Courant	Total	Non courant	Courant
Prêts	3 311	2 866	445	3 252	2 977	275
Autres immobilisations financières	35 943	35 106	837	28 663	22 108	6 556
Instruments dérivés	5 847		5 847	11 118		11 118
Autres actifs financiers	5 254	5 162	92	4 510	4 429	79
Total	50 355	43 134	7 221	47 543	29 514	18 028

8.4. Prêt d'actionnaire

Vallourec Soluções Tubulares do Brasil bénéficie d'un prêt d'actionnaire consenti par NSSMC. Ce prêt s'amortit progressivement jusqu'en 2022, la prochaine échéance est prévue pour août 2020. La variation de la période résulte de la conversion de ce prêt au taux du 30 juin 2020.

	31/12/2019	30/06/2020
Prêt actionnaire	20 560	15 759

8.5. Instruments financiers

8.5.1. Modèle de comptabilisation des actifs et passifs financiers et niveau de juste valeur

Au cours du 1er semestre 2020, le Groupe n'a procédé à aucun changement significatif de classification d'instruments financiers et n'a constaté aucun transfert significatif entre différents niveaux de juste valeur.

Les montants inscrits au bilan sont détaillés en fonction des modalités de valorisation retenues pour chaque instrument financier.

30/06/2020	Coût amorti	Juste valeur par résultat	Juste valeur par autres éléments du résultat global	Juste valeur instruments de couverture	Total	Juste valeur
Actifs						
Créances clients et comptes rattachés	583 406	-	-	-	583 406	583 406
Autres actifs financier courants et non courants	31 847	-	4 577	11 118	47 542	47 542
Autres actifs courants et non courants	267 217	-	-	-	267 217	267 217
Trésorerie et équivalents de trésorerie	-	1 420 409	-	-	1 420 409	1 420 409
Total actifs financiers	882 470	1 420 409	4 577	11 118	2 318 574	2 318 574
Total actifs non financiers	-	-	-	-	3 709 320	3 709 320
Total actifs	-	-	-	-	6 027 894	6 027 894
	0	0	0	0	0	0
Passifs						
Dettes financières	3 746 517	-	-	-	3 746 517	3 818 656
Fournisseurs	503 534	-	-	-	503 534	503 534
Autres passifs financiers courants et non courants	122 089	-	-	17 122	139 211	139 211
Autres passifs courants et non courants	299 127	-	-	-	299 127	299 127
Total passifs financiers	4 671 267	-	-	17 122	4 688 389	4 760 528
Total passifs non financiers	-	-	-	-	1 339 505	1 339 505
Total passifs	-	-	-	-	6 027 894	6 100 033

8.5.2.

8.5.3. Comptabilité de couverture

Les instruments de couverture passent d'une position nette passive de 12,1 millions d'euros au 31 décembre 2019 à une position nette passive de 6 millions d'euros au 30 juin 2020.

	Qualification comptable	Réserve OCI	30/06/2020 ⁽¹⁾	31/12/2019 ⁽¹⁾
Contrats à terme de devise sur opérations commerciales	Cash flow hedge	129	4 425	2 126
Contrats à terme de devise sur opérations commerciales	Fair value hedge	(1)	(11 411)	(15 177)
Contrats à terme de devise sur opérations financières	Fair value hedge	-	432	497
Instruments dérivés mis en place dans le cadre de l'actionnariat salarié	Fair value hedge	(3)	550	406
Sous-total Instruments dérivés		125	(6 004)	(12 148)
<i>Dont instruments dérivés - actifs</i>			11 118	5 847
<i>Dont instruments dérivés - passifs</i>			17 122	17 995
Créances (dettes) utilisées pour la couverture d'opérations commerciales	Cash flow hedge	(12 896)	(11 149)	1 747
Créances (dettes) utilisées pour la couverture d'opérations commerciales	Fair value hedge	-	(12 046)	(1 129)
Total		(12 771)	(29 199)	(11 530)

(1) Présentation compensée sur ce tableau : + = position active, () = position passive

La variation significative des taux de change au Brésil sur la période a fortement impacté la valeur des instruments financiers utilisées pour la couverture d'opérations commerciales futures.

8.5.4. Gestion des risques financiers

Au cours du 1er semestre 2020, le Groupe n'a procédé à aucun changement significatif sur la gestion de ses risques financiers. Pour les risques non repris ci-dessous, se référer aux annexes aux comptes du 31 décembre 2019.

Risque de liquidité

Les ressources financières du Groupe se répartissent entre des financements bancaires et des financements de marchés.

La majeure partie du financement bancaire a été mis en place en Europe, sur Vallourec SA et pour une moindre mesure sur des filiales au Brésil.

Les lignes de crédit de Vallourec SA (1 934 millions d'euros) ne bénéficient pas de sûreté, ou de garantie.

Le financement de marché est exclusivement mis en place par Vallourec SA.

Au 30 juin 2020, le Groupe respectait ses engagements et conditions concernant l'obtention et le maintien de l'ensemble des moyens financiers précités et l'ensemble des dispositions susvisées suffisait au 30 juin 2020 aux besoins du Groupe en matière de liquidité.

Au 30 juin 2020, le Groupe disposait de lignes de crédits bancaires confirmées d'un montant de 1 934 millions d'euros, dont 123 millions d'euros non-utilisées, et de la trésorerie à hauteur de 1 420 millions d'euros. Ainsi, le Groupe disposait de liquidité à hauteur de 1 543 millions d'euros.

Comme mentionné en Notes 2.2 et 8.1, 100 millions d'euros viennent à échéance en juillet 2020 et 1 724 millions d'euros sont à échéance en février 2021. Les lignes de crédit tirées devront donc être remboursées à ces échéances.

9. Engagements envers le personnel

Les engagements au personnel diminuent de 7 millions principalement suite aux effets cumulés de la hausse des taux d'actualisation sur le premier semestre 2020 et des effets passés des plans de restructurations notamment en Allemagne.

	Allemagne		France		Royaume-Uni		Autres		Total	
	2019	2020	2019	2020	2019	2020	2019	2020	2019	2020
Provision / (Actif) à l'ouverture	145 051	152 487	27 418	30 958	(14 244)	(15 253)	56 134	59 595	214 360	227 787
Charge totale de l'exercice	27 105	7 486	2 038	922	216	78	(1 092)	2 488	28 267	10 974
Montants reconnus en OCI - Réévaluation	13 630	2 025	2 117	(158)	2 078	465	10 522	3 513	28 347	5 846
Prestations ou contributions aux fonds	(33 299)	(14 232)	(587)	(559)	(2 563)	(1 172)	(6 379)	(1 873)	(42 828)	(17 836)
Écart de change	-	-	-	-	(740)	1 056	307	(7 298)	(433)	(6 242)
Variation de périmètre et autres	-	-	(28)	-	-	-	103	(149)	75	(149)
Provision / (Actif) à la clôture	152 487	147 766	30 958	31 163	(15 253)	(14 826)	59 595	56 276	227 787	220 379

Les principales hypothèses actuarielles utilisées pour l'évaluation des obligations des régimes d'avantages postérieurs à l'emploi, compte-tenu de la durée des régimes, sont 0,80% en Allemagne et en France et 1,50% au Royaume-Uni contre respectivement 0,75% et 2,00% fin 2019.

10. Provisions pour risques et charges et passifs éventuels

Les provisions pour risques et charges ont diminué de 20 millions d'euros, cette variation s'explique principalement par des écarts de conversion pour 18 millions d'euros.

	31/12/2019			30/06/2020		
	Total	Non courant	Courant	Total	Non courant	Courant
Litiges et engagements commerciaux	18 264	277	17 987	15 364	3 177	12 187
Commandes en carnet - Pertes à terminaison	34 060	759	33 301	18 848	140	18 708
Mesures d'adaptation et restructuration	52 378	9 602	42 776	61 372	22 243	39 129
Risques fiscaux (impôts, taxes, contrôles,...)	13 810	13 810	-	10 142	10 142	-
Autres	47 066	20 131	26 935	40 374	17 488	22 886
Total	165 578	44 579	120 999	146 100	53 190	92 910

11. Périmètre

Au cours du 1er semestre 2020, le Groupe n'a pas eu de variation de périmètre significative.

12. Événements postérieurs à la clôture

Aucun événement significatif n'est intervenu postérieurement à la clôture.

13. Table de correspondance

Anciennes notes	Référence	Nouvelles notes	Référence
Immobilisations incorporelles et écarts d'acquisition	Note 1	Écarts d'acquisition	Note 4.1
		Immobilisations incorporelles	Note 4.3
Immobilisations corporelles	Note 2.1	Immobilisations corporelles	Note 4.4
Actifs biologiques	Note 2.2	Actifs biologiques	Note 4.5
Perte de valeur sur immobilisations incorporelles et corporelles	Note 2.3	Tests de pertes de valeur	Note 4.2
Sociétés mises en équivalence	Note 3	Titres mis en équivalence	Note 5
Autres actifs non courants	Note 4	Autres actifs et passifs	Note 2.8.3
		Autres actifs financiers	Note 7.3
Impôts différés	Note 5	Impôts différés actif et passif	Note 3.2
Stocks et en-cours	Note 6	Stocks et en-cours	Note 2.8.1
Clients et comptes rattachés	Note 7	Clients et comptes rattachés	Note 2.8.2
Incidence des normes IAS 32 et IFRS 9 sur les capitaux propres et le résultat	Note 8.1	Comptabilité de couverture	Note 7.5.3
Information sur la nature et l'étendue du risque de marché et la manière dont il est géré par le Groupe	Note 8.2	Gestion des risques financier	Note 7.5.4
Classement et évaluation des actifs et passifs	Note 8.2	Modèle de comptabilisation des actifs et passifs financiers / Niveau de juste valeur	Note 7.5.1 / 7.5.2
Autres actifs courants	Note 9	Autres actifs et passifs	Note 2.8.3
		Autres actifs financiers	Note 7.3
Trésorerie et équivalents de trésorerie	Note 10	Endettement financier net	Note 7.1
Actifs destinés à être cédés et activités abandonnées	Note 11	NA pour 2019	
Variation du Besoin en Fonds de Roulement	Note 12	Réconciliation du besoin en fonds de roulement	Note 2.8.4
Variation des passifs financiers	Note 12	Réconciliation des passifs financiers avec le tableau des flux de trésorerie	Note 7.1.7

4

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

Période du 1^{er} janvier 2020 au 30 juin 2020

Aux actionnaires de la société VALLOUREC,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés condensés de la société VALLOUREC, relatifs à la période du 1^{er} janvier 2020 au 30 juin 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés condensés ont été établis sous la responsabilité du directoire le 28 juillet 2020 sur la base des éléments disponibles à cette date dans un contexte évolutif de crise liée au Covid-19 et de difficultés à appréhender ses incidences et les perspectives d'avenir. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I – Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés condensés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 2.2. de l'annexe «Risque de liquidité et continuité d'exploitation » qui expose l'incertitude relative à la liquidité du groupe susceptible de mettre en cause la continuité d'exploitation.

II – Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité du directoire établis le 28 juillet 2020 commentant les comptes semestriels consolidés condensés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés condensés.

Paris-La Défense, le 28 juillet 2020

Les commissaires aux comptes

KPMG S.A.

Deloitte & Associés

Alexandra SAASTAMOINEN

Véronique LAURENT



SIEGE SOCIAL

27, avenue du Général-Leclerc
92100 Boulogne-Billancourt (France)
552 142 200 RCS Nanterre

Tél : +33 (0)1 49 09 35 00

www.vallourec.com

Société Anonyme à Directoire et à Conseil de Surveillance
au capital de 228 993,88 €